Secrétariat général
de la Communauté du Pacifique

ISSN 1025-7489

Numéro 29 – Décembre 2012

RESSOURCES MARINES ET TRADITIONS

bulletin d'information

Sommaire

Migrations insulaires et aspects communautaires connexes : incidences sur la gestion communautaire des ressources marines
A. Breckwoldt p. 3

Rattacher les systèmes mondiaux de certification aux pratiques locales de pêche et d'aquaculture
S. R. Bush et P. Oosterveer p. 15

Partenariat mondial en faveur de la recherche sur la pêche artisanale — « Too big to ignore »
R. Chuenpagdee p. 22

Compte rendu d'ouvrages p. 26

Éditeur
Kenneth Ruddle
Asahigaoka-cho 7-22-511
Ashiya-shi
Hyogo-ken
Japon 659-0012
Courriel : mb5k-rddl@asahi-net.or.jp

Production
Cellule information halieutique
CPS, BP D5, 98848 Nouméa Cedex
Nouvelle-Calédonie
Fax : +687 263818
Courriel : cfpinfo@spc.int
www.spc.int/coastfish

Produit avec le soutien financier de l'Australie, la France et la Nouvelle-Zélande

Éditorial

Au menu de ce numéro figurent trois articles et un compte rendu d'ouvrages de parution récente. Dans le premier article, intitulé « Migrations insulaires et aspects communautaires connexes : incidences sur la gestion communautaire des ressources marines », Annette Breckwoldt s'intéresse aux effets des migrations internes sur quatre communautés côtières de la partie orientale de l'Île de Gau, aux Îles Fidji, et sur la gestion communautaire des ressources marines. En s'appuyant sur ses propres recherches de terrain, Annette Breckwoldt examine plus particulièrement certains aspects positifs des « migrations circulaires » qui s'opèrent lorsque des personnes instruites quittent les zones urbaines pour retourner vivre dans leur village natal, apportant ainsi un fort regain de stabilité aux communautés et favorisant la gestion communautaire des ressources marines. L'auteur se penche également sur la définition de « communauté » et sur l'équilibre entre développement et traditions, à l'heure où les villageois doivent choisir, parmi les règles du passé, celles qui demeurent importantes à leurs yeux, mais qui exigent d'être adaptées pour répondre aux besoins futurs de la communauté.

Simon R. Bush et Peter Oosterveer, de l'Université de Wageningen, sont les co-auteurs du deuxième article, « Rattacher les régimes mondiaux de certification aux pratiques locales de pêche et d'aquaculture », fruit de leurs recherches menées en Thaïlande et au Viêt Nam. Des organisations non gouvernementales et des représentants de la société civile du monde occidental ont introduit le concept d'écolabellisation du poisson et des produits de la mer issus de pêcheries certifiées afin d'améliorer la gestion des ressources halieutiques et la conservation de l'environnement. Le succès de la démarche repose en dernier lieu sur le pouvoir d'achat des consommateurs, censés dynamiser l'ensemble du processus, des grossistes et des détaillants en produits de la mer. Si les flux d'information en direction des exportateurs sont désormais bien connus, les modes de transmission de l'information entre ces mêmes exportateurs et les producteurs méritent encore d'être précisés. Pour accomplir les objectifs de viabilité écologique et sociale qui ont motivé la création des écolabels et des programmes de certification, il convient d'acquérir une compréhension plus approfondie des liens entre les pratiques de production locales et le commerce d'exportation.

Dans le troisième article intitulé « Partenariat mondial en faveur de la recherche sur la pêche artisanale : *Too big to ignore* », Ratana Chuenpagdee décrit l'origine et les objectifs d'un projet consacré à la pêche artisanale. Nous reproduisons ici cet article afin de porter l'existence de ce projet à l'attention de nos lecteurs océaniens qui souhaiteraient y contribuer ou y participer (prière de contacter directement Ratana Chuenpagdee).

La dernière partie de ce numéro est intitulée « Compte rendu d'ouvrages ». Nous y passons en revue sept ouvrages consacrés aux ressources halieutiques

parus aux éditions Eburon Academic Publishers de Delft (Pays-Bas). Ces publications s'intitulent 1) *Interactive fisheries governance: A guide to better practice*, un ouvrage collectif de M. Bavinck, R. Chuenpagdee, M. Diallo, P. van der Heijden, J. Kooiman, R. Mahon et S. Williams ; 2) *World small-scale fisheries: Contemporary visions*, de R. Chuenpagdee (ed) ; 3) *Successful fisheries management: Issues, case studies, and perspectives*, de S. Cunningham et T. Bostock (eds) ; 4) *Unfinished business: New Zealand's experience with rights-based fisheries management*, de B. Hersoug ; 5) *Fishing in a sea of sharks: Reconstruction and development in the South African fishing industry*, de B. Hersoug ; 6) *Closing the commons: Norwegian fisheries from open access to private property*, de B. Hersoug ; et 7) *Fisheries development: The institutional challenge*, de B. Hersoug, S. Jentoft et P. Degnbol (eds).

Kenneth Ruddle

Le SIRMIP est un projet entrepris conjointement par 5 organisations internationales qui s'occupent de la mise en valeur des ressources halieutiques et marines en Océanie. Sa mise en oeuvre est assurée par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), l'Agence des pêches du Forum du Pacifique Sud (FFA), l'Université du Pacifique Sud, la Commission océanienne de recherches géoscientifiques appliquées (SOPAC) et le Programme régional océanien de l'environnement (PROE). Ce bulletin est produit par la CPS dans le cadre de ses engagements envers le SIRMIP. Ce projet vise à mettre l'information sur les ressources marines à la portée des utilisateurs de la région, afin d'aider à rationaliser la mise en valeur et la gestion. Parmi les activités entreprises dans le cadre du SIRMIP, citons la collecte, le catalogage et l'archivage des documents techniques, spécialement des documents à usage interne non publiés ; l'évaluation, la remise en forme et la diffusion d'information, la réalisation de recherches documentaires, un service de questions-réponses et de soutien bibliographique, et l'aide à l'élaboration de fonds documentaires et de bases de données sur les ressources marines nationales.

SIRMIP

Système d'Information sur les Ressources Marines des Îles du Pacifique

Migrations insulaires et aspects communautaires connexes : incidences sur la gestion communautaire des ressources marines

Annette Breckwoldt[1]

Résumé

Les migrations internes et internationales entre îles ont toujours exercé une forte influence sur les sociétés, les cultures et les économies insulaires océaniennes. Si la migration a toujours été dictée par un impératif de survie, elle a également provoqué la destruction de certaines fonctions communautaires. Dans de nombreux cas, cependant, la migration n'est pas unidirectionnelle (par ex., exode des jeunes qui partent faire des études et/ou chercher un emploi ailleurs), mais circulaire, lorsque les jeunes îliens reviennent dans leur village natal après une période d'absence. Le présent article repose sur des informations tirées d'une étude de cas réalisée dans une zone rurale des Îles Fidji afin d'étudier les effets des migrations internes sur la gestion communautaire des ressources marines, une pratique ancrée dans la réalité sociale, culturelle et économique du village. Les répercussions négatives des migrations font souvent figure d'évidence : les « anciens » se trouvent contraints d'assumer les tâches quotidiennes lorsque les villages se vident de leur jeune population, un facteur déstabilisant pour la communauté. Toutefois, les effets positifs des migrations circulaires motivées par des raisons économiques ou familiales/sociales apparaissent de manière tout aussi manifeste lorsque ces « agents du changement », souvent instruits, rentrent au lieu d'origine et apportent un regain de stabilité aux communautés.

Introduction

La migration des jeunes entre les îles d'un même pays ou à l'échelle régionale a toujours exercé une forte influence sur les sociétés, les cultures et les économies insulaires océaniennes. Le présent article ne traite pas des trois principaux pays de destination des migrants, à savoir la Nouvelle-Zélande, l'Australie et les États-Unis d'Amérique, mais plutôt des migrations internes dictées, à l'origine, par un impératif de survie, puis par des motifs professionnels et économiques, et par l'attrait des études. Ce type de migration a pour corollaire de perturber le fonctionnement des communautés et des îles. Il peut notamment induire des changements dans le régime d'exploitation des sols et des ressources, une baisse de la production agricole, une perte de capital et un appauvrissement des compétences au sein des communautés (Faust 1996). S'il est vrai que les migrations ont toujours fait partie des modes de vie traditionnels, qui poussaient notamment les habitants à quitter leur village pour aller se marier (Faust 1996 ; Ram-Bidesi et Mitchell 2005), elles sont devenues aujourd'hui un phénomène courant et généralisé à l'ensemble du territoire fidjien. La migration rurale vers les zones urbaines s'est intensifiée après la Seconde Guerre mondiale, lorsque la population a commencé à aspirer à une meilleure éducation que celle dispensée en milieu rural, ou à un meilleur accès à l'emploi, ou, plus simplement, à « des perspectives » ou à « une vie plus intéressante », ou encore à un affranchissement de leurs obligations sociales (Faust 1996).

Mais à quel sort une petite communauté insulaire est-elle vouée lorsque sa jeune population active la quitte ? La question est plus actuelle que jamais. Elle est devenue d'autant plus complexe que, si les parents envoient leurs enfants hors de l'île pour leur offrir la meilleure éducation et les meilleures perspectives d'emploi possibles, ils sont intimement convaincus que l'île et le village constituent des cadres optimaux (et non pas seulement au plan moral) pour vivre et élever une famille. Cette ambivalence est omniprésente et reste un dilemme pour les familles fidjiennes vivant dans les zones rurales telles que l'Île de Gau.

Une tendance inverse a également été constatée. Dans les années 90, 25 % des migrations urbaines vers les zones rurales correspondaient à une « migration circulaire » ou migration de retour vers les villages d'origine, essentiellement pour des raisons d'ordres social et familial (Bedford 1985 ; Faust 1996). Cette migration circulaire nationale (interne), caractérisée par un départ vers la ville suivi d'un retour au village, constitue la principale forme de déplacement des populations dans les pays mélanésiens (Minerbi 1990). En d'autres termes, les îles et les communautés d'origine restent le noyau de l'existence des villageois, même lorsqu'ils ont fait l'expérience et subi l'influence du milieu urbain (Bedford 1985). L'émigration et le retour au lieu d'origine ont des conséquences sur l'interaction sociale, l'action communautaire, la stabilité et l'identité (Faust 1996).

[1] Chercheur indépendant, Brême (Allemagne). Courriel : annette@breckwoldt.org

Ces facteurs sont également les clés du succès de la gestion communautaire des ressources marines, plus répandue en Océanie que dans toutes les autres régions tropicales (par ex., Johannes 2002). Pour des États décentralisés composés de nombreuses îles tels les Îles Fidji, la gestion communautaire des ressources marines semble une impérieuse nécessité, qui présente à la fois des avantages et des inconvénients (par ex., Hviding et Ruddle 1991). En abordant la notion plus traditionnelle de communauté locale en tant que « tissu d'interaction sociale enraciné dans un lieu, une histoire et une identité » (Jentoft et al. 1998), les gestionnaires et les chercheurs sont de plus en plus nombreux à comprendre l'importance fondamentale de ces aspects dans le succès de la gestion des ressources marines par les communautés.

Les réalités de l'environnement insulaire complexe et en constante évolution, et la perception de cet environnement par la population, sont ancrées dans des facteurs sociaux, culturels et économiques qui influent sur les régimes de gestion communautaire des ressources marines, souvent selon des modalités qui n'ont pas toujours été pleinement appréhendées. Ces facteurs présentent des liens étroits avec la gestion communautaire des ressources marines, en partie parce qu'ils déterminent les activités quotidiennes des communautés, le niveau d'intérêt et de participation des membres à ces activités, la structure communautaire et le capital social. Ils remettent en question le mode de penser et d'agir des villageois, et influencent directement la gestion de leur environnement et de leurs ressources marines et, partant, leur mode de vie. C'est en ces termes qu'il convient d'appréhender le rôle des migrations, car les jeunes « agents du changement » jouent un rôle primordial dans la gestion communautaire des ressources marines, parfois perturbateur, certes, mais souvent positif, en contribuant aux efforts de la communauté et à la résolution des problèmes qui se posent à elles. Le présent article vise à définir le statut des communautés à l'heure où elles oscillent entre développement et traditions, entre hier et demain. Les aspirations des communautés rurales fidjiennes à préserver la « tradition » sont-elles encore réalistes ?

Site d'étude et méthodologie

Le présent article rend compte d'un volet de recherches effectuées en 2007 dans le cadre d'une thèse de doctorat. Des travaux de terrain ont été menés dans quatre communautés côtières fidjiennes (Malawai, Vanuaso, Naovueka et Lamiti), qui partagent la même zone de pêche (*qoliqoli*) et font partie du district de Vanuaso (*tikina*), situé dans la partie orientale de l'Île de Gau (figures 1 et 2). Gau appartient à l'archipel des Lomaiviti, qui forme la partie centrale orientale des Îles Fidji. Dispersées sur plus de 12 000 km², les îles de la mer de Koro constituent une part importante du système récifal fidjien (WWF 2005), même si les publications scientifiques ne leur accordent que peu d'attention (Lovell et al. 2004 ; Spalding et al. 2001). Au cours des dix dernières années, des séminaires consacrés à la conservation et à l'élaboration de plans de gestion du *qoliqoli* et du littoral en général (aires marines protégées, restrictions d'utilisation des engins, réhabilitation de la mangrove, gestion des déchets) ont permis d'entrer en contact étroit avec les communautés.

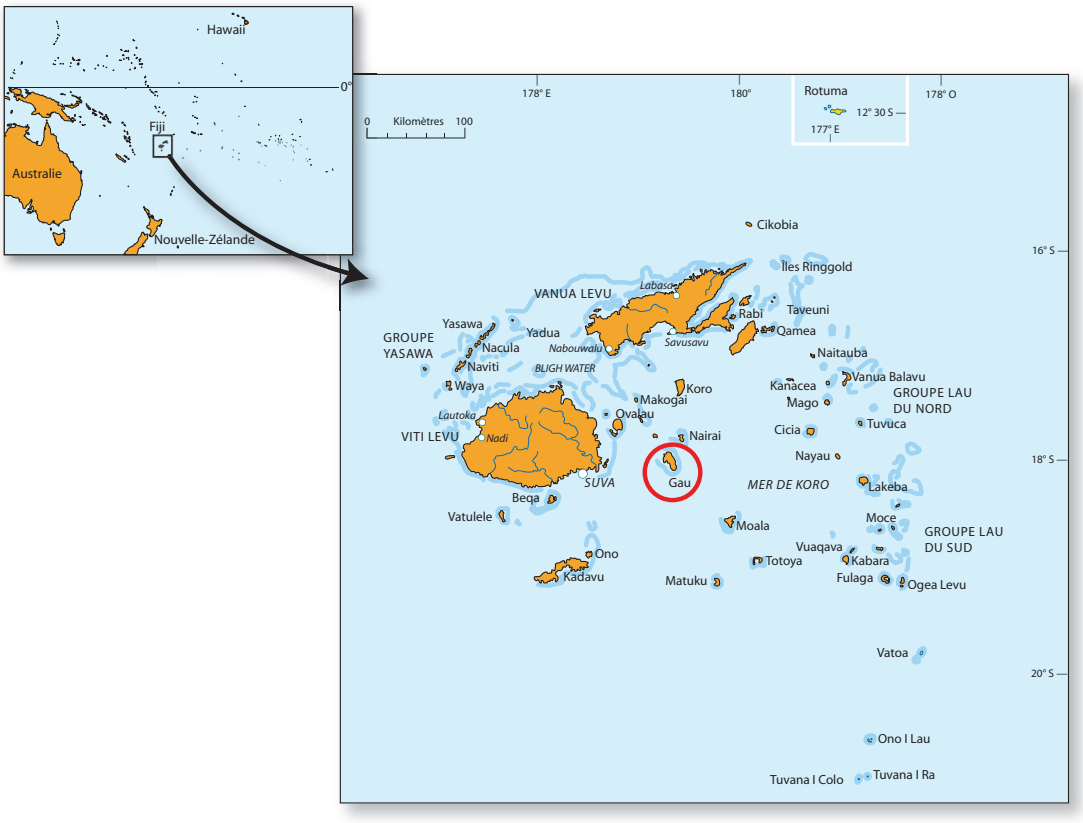

Figure 1. Les Îles Fidji et l'Île de Gau (cercle rouge).

Au cours des travaux menés sur le terrain, huit entretiens axés sur la vie et les expériences des répondants ont été réalisés afin de recueillir des informations sur le quotidien, le profil démographique, l'environnement, le développement, les moyens de subsistance et les traditions des villages. Toutes les personnes interrogées étaient âgées de plus de 60 ans et avaient passé la majeure partie de leur existence à Gau. À la fin de l'entretien, ces « anciens » ont été invités à s'exprimer sur l'avenir de leurs villages respectifs et des membres de leur communauté, ainsi que sur les perspectives futures. Des informations recueillies lors de quatre réunions de groupes de réflexion ont permis de compléter les données obtenues lors des entretiens individuels. Dans chaque communauté, un groupe de réflexion composé de quatre femmes en âge de travailler a été constitué pour débattre sur une liste de questions portant sur la vie de famille et les perspectives d'avenir des villages. L'observation s'est poursuivie pendant huit semaines, à l'occasion de neuf visites effectuées dans les villages. Des informations complémentaires ont ainsi pu être recueillies sur la vie au village, les questions familiales, les habitudes et les responsabilités. Dans ce cadre, l'auteur a été amenée à observer les activités quotidiennes des communautés et à y participer.

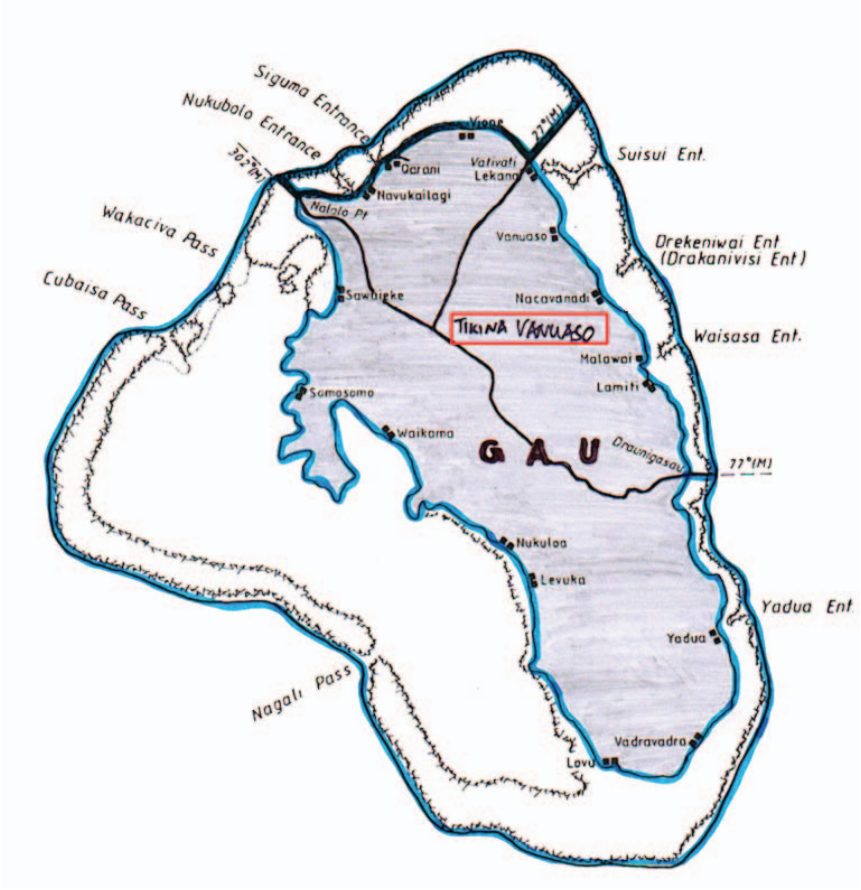

Figure 2. L'Île de Gau, et le *tikina* de Vanuaso (encadré en rouge).

Les répondants et les membres des groupes de discussion ont été choisis parmi au moins dix *mataqali* (clans) distincts pour éviter que des membres d'une même famille soient interrogés, avec le risque de restreindre le champ des informations. Les entretiens individuels ont eu lieu au domicile des personnes interrogées, tandis que les groupes de discussion de chaque village se sont réunis chez l'une des participantes. Les informations recueillies au cours des réunions des groupes de discussion ont été consignées dans un carnet de notes. Consultées sur la question, la plupart des femmes ont en effet répondu préférer cette méthode à l'usage d'un magnétophone. Plus narratifs et plus longs, les entretiens individuels ont été enregistrés avec l'accord des anciens. Les citations reprises dans le présent article ont été extraites mot pour mot des entretiens. Des personnes des deux sexes et d'âges divers ont été interrogées afin de recueillir un large éventail de points de vue sur les villages et leurs situations respectives.

Migration et gestion communautaire des ressources marines

La gestion des ressources exige d'imposer des restrictions sur l'exploitation des ressources, les comportements ou les déplacements (Jentoft 1998). Ces décisions doivent être prises, acceptées et partagées par les jeunes villageois qui, simultanément, cherchent leur place d'adulte dans un monde en rapide évolution.

La migration des jeunes insulaires pourrait faciliter la gestion communautaire des ressources marines, car les migrants (en situation de réussite) qui font le choix délibéré de rentrer au village peuvent assumer des responsabilités sociales au sein de la communauté dès la fin de leurs études et après avoir acquis une expérience du travail et de la vie en milieu urbain. Ces migrants circulaires pourraient souhaiter investir leurs économies dans la production agricole et entreprendre des activités économiques pour conserver un niveau de vie équivalent à celui connu en ville (Faust 1996). De retour dans leurs villages, les migrants peuvent aussi devenir des vecteurs d'information et d'innovation entre la communauté et le « monde extérieur ».

Sur la base des entretiens réalisés dans le cadre de l'étude, il est possible de résumer de la manière suivante les motifs susceptibles de pousser un migrant à revenir dans son village d'origine :

- Le plaisir de vivre au sein de sa communauté ; la volonté de contribuer à la prospérité du village et d'y assumer des responsabilités ; une forte identification au village et à l'île d'origine et un sentiment de déracinement en dehors du village ; des souvenirs d'enfance très positifs.
- La situation économique et les perspectives de revenus perçues comme supérieures au village ; l'accession à la terre, que n'offre pas la ville, et la possibilité de cultiver et de récolter sa propre nourriture ; l'idée selon laquelle il vaut mieux vivre au village et profiter des avantages de l'île, puisque des impôts restent dus au village d'origine, même en cas de résidence à l'étranger.
- Un retour forcé dans la communauté dû à la perte d'un emploi, à des ennuis personnels, ou au refus de s'intégrer à une structure professionnelle traditionnelle (se lever à 8 heures tous les matins, par exemple) ; le sentiment que la vie au village est difficile, et l'attrait de la ville et de toutes ses commodités telles que les magasins d'alimentation et le cinéma ; un sentiment de jalousie à l'égard d'autres personnes vivant en ville.
- Un retour imposé (souvent de manière provisoire) par la nécessité de s'occuper d'un parent âgé ou malade, auquel cas le migrant ne se sent en droit de quitter le village qu'au décès du parent.

Il va sans dire que la contribution à la gestion communautaire d'un migrant contraint de rentrer au village sera fort différente, notamment en termes d'utilité, selon la raison qui aura motivé son retour (par ex., selon qu'il aura ou non connu la réussite pendant sa période d'absence). À l'instar des conflits, les migrations des habitants des zones rurales vers la ville peuvent nuire à la gestion communautaire des ressources marines. La perte de personnes importantes et de sources d'innovation potentielles (un chef coutumier ou de jeunes adultes qualifiés, par ex. ; Kreisel 1991) pour la communauté peut susciter des antagonismes entre membres d'une même famille ou d'un même clan, affaiblir la sécurité de la collectivité et faire chuter la productivité. Dans la plupart des cas, ce type de perte ne peut être compensé par des transferts d'argent vers la communauté. Aujourd'hui comme demain, il reviendra à ceux qui sont restés de gérer les ressources marines. Les changements intervenant à l'intérieur de la communauté impliqueront d'adapter le régime de gestion et devront donc être pris en compte dans le processus de planification de la gestion.

La perception exposée plus haut de la vie rurale et urbaine, de « l'avenir » et du « lieu d'appartenance » est partagée par toutes les communautés insulaires ayant fait l'objet de la présente étude. Les personnes vivant en ville ont tendance à se moquer de la « vie en brousse » et affirment que la ville offre une vie plus aisée : « Il y a tellement d'obligations sociales dans la communauté », « on est jamais seul », « toutes ces responsabilités à assumer » et « travailler toute la journée ». Cependant, la plupart des personnes (indépendamment de leur âge ou de leur sexe) ont déclaré que leur village leur paraissait un meilleur endroit pour élever des enfants, en exprimant souvent l'espoir ou la conviction que la vie pourrait y être plus agréable qu'elle ne l'est en réalité (voir plus bas la discussion sur les facteurs communautaires). Le village reste souvent considéré comme le lieu privilégié de transmission des valeurs, des responsabilités et des rôles entre les générations, un lieu où les jeunes peuvent grandir à l'abri des tentations et des distractions (voire des effets négatifs) de la ville.

Cette perception montre que les Îles Fidji auraient tout intérêt à reconnaître qu'au-delà des centres urbains, l'avenir se joue et se bâtit aussi dans les villages. Les migrations circulaires, voire multiples, deviennent de plus en plus courantes, les jeunes insulaires souhaitant rentrer dans leur village natal après une période d'absence.

De la même manière, la gestion communautaire des ressources marines et la propriété coutumière du domaine maritime ne sauraient être considérées comme immuables, mais plutôt comme des inventions sociales hétérogènes et dynamiques, façonnées par des processus historiques et par l'expérience locale, influencées par des forces externes, et de forme relativement variable, même sur une échelle géographique réduite (Aswani 2005 ; Bailey et Zerner 1992). Toute tentative visant à créer ou à renforcer des systèmes de gestion communautaire des ressources marines doit reposer sur une évaluation réaliste des motifs, de l'éthique, des intérêts et des conceptions culturelles qui animent les parties prenantes locales (Bailey et Zerner 1992). Plus on étudie la gestion communautaire des ressources marines, plus la notion exposée par Jentoft gagne en clarté : la gestion des ressources est davantage liée aux utilisateurs de ces ressources (la communauté) qu'aux ressources proprement dites (1998). La conduite d'activités de gestion et de conservation est influencée par différents facteurs indissociables tels que le soutien de réseaux (par ex., des contacts avec des agents des pouvoirs publics), les connaissances et l'éducation, la religion, la dynamique et la hiérarchie communautaires, et les perceptions. Chaque génération est porteuse de changements qui viennent modifier ces éléments du cadre social et naturel complexe de la collectivité et qui peuvent perturber la vie quotidienne des communautés de pêcheurs, y compris celles qui pratiquent la gestion communautaire des ressources marines.

Au cours des vingt dernières années, le développement et la gestion de la pêche côtière se sont lentement hissés au rang de priorité dans les programmes des pouvoirs publics fidjiens, en raison de l'importance de cette activité pour l'économie locale et de la vulnérabilité des ressources halieutiques face à la surexploitation (Lambeth et al. 2002 ; Novaczek et al. 2005 ; Veitayaki 2000). Cependant, de nombreux projets de développement ont échoué faute de viabilité commerciale ou faute d'avoir contribué comme l'espéraient les villageois à l'amélioration de leurs conditions de vie (Veitayaki 2000), ou encore parce qu'ils n'ont pas su valoriser les atouts potentiels de la gestion communautaire des ressources marines. Quelques décennies plus tard, les stratégies restaient axées sur le développement plutôt que sur la conservation, entraînant une surexploitation des ressources (relevant pour la plupart du régime de propriété coutumière) et l'effondrement des activités de

développement de la pêche (Veitayaki 2000). Le projet régional intitulé « Initiative pour de nouveaux responsables de l'environnement dans le Pacifique » s'inscrit dans le droit fil des activités déjà menées par l'Université du Pacifique Sud, divers ministères et des organisations non gouvernementales. Les jeunes insulaires qui participent à cette initiative auront un rôle important à jouer dans les activités locales de gestion communautaire des ressources marines, mais devront affronter divers facteurs de plus en plus prégnants tels que l'exploitation des ressources, les déchets, la pollution de l'eau, le déboisement des îles et l'érosion des sols. Les jeunes, y compris les migrants, méritent une attention particulière dans les démarches de gestion communautaire des ressources marines. En effet, si les jeunes peuvent apporter une contribution essentielle, ils peuvent également nuire à un système de gestion déjà fragile ; les jeunes doivent comprendre les mesures de gestion, en être informés et participer à leur l'élaboration.

Liens entre les aspects communautaires locaux, les migrations et la gestion communautaire des ressources marines

Dans la présente section, les principaux changements survenus dans les communautés de l'Île de Gau sont analysés et reliés aux migrations et à la gestion communautaire des ressources marines. Ces changements concernent notamment 1) l'autorité communautaire ; 2) l'Église ; 3) les responsabilités scolaires et autres obligations financières ; et 4) les facteurs de développement tels que l'électricité, la communication, les moyens de transport, l'alimentation et les contacts avec les pouvoirs publics. Cette analyse est nécessaire pour comprendre les succès et les échecs constatés dans la gestion communautaire des ressources marines.

Autorité communautaire

L'érosion de l'autorité coutumière traditionnelle a changé les communautés (Muehlig-Hofmann 2008). Dans de nombreux cas, cette vacuité se traduit par la disparition de cette « voix unique » indispensable à la prise de décision. Au pire, elle provoque un sentiment de perte d'identité et de pouvoir, notamment, en cas de vacance d'autorité prolongée avant l'investiture d'un nouveau chef ou lorsque le chef coutumier vit à l'extérieur de sa communauté. L'atmosphère générale s'est donc modifiée au sein des communautés, les villageois privilégiant l'individuel aux dépens du collectif. Dans certains cas, rien ne semble encourager les jeunes à rester au village, ni même justifier leur présence. Les règles et principes auxquels adhéraient traditionnellement les populations ont eux aussi subi des influences et des modifications qui ont eu pour conséquence d'affaiblir le consensus, à la base des activités de gestion communautaire des ressources marines. Ainsi, de nouveaux modèles d'autorité communautaire (éventuellement non traditionnels) pourraient se révéler nécessaires (Muehlig-Hofmann 2008). En ce qui concerne la gestion communautaire des ressources marines dans le *tikina* de Vanuaso, le sentiment d'impuissance prédomine dans des domaines tels que la prise de décision, la répartition des responsabilités de gestion, l'évaluation des mesures et des plans de gestion, la stricte application de la réglementation par les pêcheurs venant de l'extérieur, ainsi que dans la conduite d'activités rémunératrices.

Le fait que certaines communautés se sentent de plus en plus impuissantes aura sans doute une incidence sur la gestion communautaire des ressources marines. En effet, on constate dans toutes les régions des Îles Fidji un effritement progressif du fondement même d'une bonne gestion communautaire, à savoir le consensus sur les questions touchant l'ensemble de la communauté et le respect traditionnel manifesté à l'endroit du chef (Cooke 1994 ; Faust 1996 ; Ruddle 1995 ; Tomlinson 2004 ; Toren 2004). Cet irrespect, qui vient s'ajouter aux pressions liées aux écarts grandissants entre le statut économique des familles et leurs convictions religieuses, divise les villages (Tomlinson 2004). Ceux qui ont opté pour une vie « moderne », autonome et individualiste, en marge du *kerekere* (le système fidjien d'entraide sociale; Nayacakalou 1978), ont eu tendance à se séparer de ceux qui respectent encore la structure sociale traditionnelle et la considèrent comme une condition *sine qua non* de la fonction, de l'autorité et de la sécurité communautaires (Faust 1996). L'idée que « trop de personnes donnent leur avis », qui traduit l'impossibilité de dégager un consensus à l'échelon du village, a été souvent évoquée dans les villages faisant objet de la présente étude. Faust (1996) a également mis en lumière le rôle des migrations dans la perte constante d'autorité du chef et du *mataqali* liée à l'affaiblissement des sanctions imposées en cas de violation des *tabous* et des codes de conduite traditionnels. L'urbanisation croissante fait peser des responsabilités accrues sur les pouvoirs publics, car les problèmes, échappant désormais à l'influence d'un système communautaire affaibli, ne peuvent plus être résolus par la voie traditionnelle (Faust 1996).

Comment une communauté autochtone recouvre-t-elle la force et le rôle social qu'elle a perdus et dont elle a besoin aujourd'hui pour mettre en œuvre une gestion communautaire de ses ressources halieutiques et assurer la conservation de l'environnement local (et pas seulement marin) ? Comment remédier à son état fragmenté et instable ? S'agissant de la stabilité des communautés, indispensable au succès de la gestion communautaire des ressources marines, les chercheurs s'intéressent de plus en plus à la question du capital social au sein des communautés de pêcheurs, et à son importance pour la résilience et la gestion des environnements côtiers locaux (Adger et al. 2005 ; Hughes et al. 2005 ; Yae 2009). Les raisons du déclin de l'autorité, du respect et du rôle de la communauté traditionnelle ont fait l'objet de nombreuses spéculations et peuvent être multiples. L'une d'entre elles est l'adoption de normes occidentales, exacerbée par l'exode rural. Toutes les familles fidjiennes vivant en milieu rural comptent un parent en zone urbaine ; dans les villes, qu'ils soient membres ou non de la chefferie, tous partagent aujourd'hui les mêmes problèmes et les mêmes droits. On observe le même phénomène dans les îles périphériques. Cela dit, en fonction des individus, de leur éducation et de leur caractère, les migrations circulaires peuvent également contribuer au renforcement du pouvoir communautaire, de même que le choix d'un chef éduqué et respecté.

L'Église

Après l'autorité coutumière, l'Église constitue le deuxième élément central de la vie et de la structure des villages de Gau. Seules les localités dotées d'une église peuvent prétendre au statut officiel de « village », et aux subsides publics auxquels il ouvre droit. Cet aspect est d'autant plus important dans le contexte des migrations et de la gestion communautaire des ressources marines qu'il favorise la création d'associations de jeunes, la mise en œuvre de projets consacrés à l'environnement, la tenue de concours de chorales et d'autres types de rassemblement. Cependant, au moment où la présente étude a été conduite, trois confessions chrétiennes étaient représentées dans le *tikina* de Vanuaso : l'Église méthodiste, à laquelle appartenait la majorité des Fidjiens de souche, l'Église adventiste du septième jour, et l'Église du Christ pour toutes les nations (un mouvement religieux évangélique originaire d'Amérique et d'Afrique du Sud), qui faisait de plus en plus d'adeptes parmi les Fidjiens de souche. Chaque groupe confessionnel présent dans le *tikina* de Vanuaso a ses propres lieux de culte, horaires d'office, hymnes et préceptes religieux, et il n'est pas rare d'assister à des échanges entre des membres de l'Église méthodiste et de l'Église du Christ pour toutes les nations, par exemple, sur différents frais d'église et règlements religieux. D'une manière générale, les membres de la communauté consacrent une part importante de leur temps à l'accomplissement de leurs obligations et devoirs religieux, qui comprennent notamment des déplacements dans d'autres villages (parfois situés à une à deux heures de marche). Le programme des activités peut comporter une répétition de chorale le lundi à Vanuaso pour tous les hommes du *tikina*, une séance d'étude biblique le mardi, une séance d'étude des versets et des psaumes le jeudi, un office de l'Église du Christ pour toutes les nations le vendredi soir, deux offices (distincts) de l'Église méthodiste et de l'Église du Christ pour toutes les nations le dimanche matin et le dimanche après-midi, sans compter les événements ponctuels tels que des concours entre toutes les chorales de l'île, ou la visite d'un pasteur ou d'un membre de l'Église venu de Suva ou d'une autre île du pays. Au temps consacré aux obligations religieuses s'ajoutent les contributions financières (mensuelles, parfois hebdomadaires) dont est redevable chaque famille et dont le montant aurait augmenté de manière sensible au cours des dernières décennies. Si de telles activités peuvent effectivement resserrer les liens entre les jeunes et leurs villages et faire naître des projets au sein de la communauté, elles risquent également de détourner la population des tâches quotidiennes et de fragiliser le consensus, voire même de provoquer des conflits et des ruptures internes au sein de la communauté (autre motif d'émigration potentiel).

Les écoles de village

La problématique des écoles de village et celle des activités religieuses se posent en des termes semblables, en ce sens qu'elles exigent un temps considérable et supposent des frais toujours plus élevés. Malgré une hausse générale des frais de scolarité sur l'ensemble du territoire fidjien, la scolarisation des enfants et l'achat de manuels scolaires, de crayons et d'autres fournitures restent moins coûteux dans les villages des zones rurales qu'à Suva et dans d'autres petites agglomérations telles que Nadi, Levuka ou Sigatoka. Cependant, l'aspect pécunier mis à part, les écoles de Suva et des îles principales de Viti Levu, Vanua Levu et Ovalau sont réputées offrir un enseignement de meilleure qualité.

Les parents, notamment les mères, consacrent beaucoup de temps à des tâches nécessaires au bon fonctionnement des écoles, comme cela a pu être observé au cours de la présente étude. Les tâches sont réparties entre les villages (par rotation d'une semaine) et comprennent notamment la préparation des repas des élèves à la cantine de l'école. Si l'école dispose d'un internat, comme à Lamiti/Malawai (pour les élèves de plus de 11 ans), le travail consiste à préparer le petit-déjeuner, le déjeuner et le dîner. Le planning de la semaine est fixé par les femmes au cours de

Figure 3. Écoliers participant à un tournoi sportif à Lekanai, Île de Gau.

réunions. Au cours de ces mêmes réunions scolaires et/ou communautaires sont annoncés la composition et le planning des groupes chargés du ménage des locaux et du nettoyage de la cour, ainsi que les contributions dues par chaque maman d'élève (pour couvrir les frais liés à l'achat de cahiers d'exercice ou d'uniformes scolaires, ou la participation des enfants à des manifestations sportives et d'autres activités telles que la Journée internationale de l'enfance, par exemple ; figure 3). Les hommes sont affectés à d'autres tâches (en sus de leur contribution financière) dont la tonte et le désherbage réguliers du périmètre scolaire. Aux réunions scolaires et communautaires viennent s'ajouter les rencontres entre parents et professeurs dans les locaux des différentes écoles. Des efforts considérables sont donc investis dans l'éducation des enfants, qui constitue aussi un défi pour certaines écoles comme celle de Lamiti/Malawai, qui compte 100 à 110 élèves âgés de 6 à 14 ans. Le fonctionnement de l'école dépend donc des parents, et des mères en particulier, dont l'ambition personnelle, l'enthousiasme, l'engagement et l'apport financier déterminent la qualité des établissements scolaires. La réputation d'une famille et l'investissement consacré aux enfants et à leur éducation se mesurent au soin accordé à l'apparence des écoliers : malgré un manque de moyens et de temps, presque tous les enfants sans exception portent chaque jour des vêtements propres.

Les obligations des familles, qu'elles soient financières ou autres, ne cessent de s'alourdir et font peser un fardeau sans précédent sur les villageois. Elles modifient la perspective, les préoccupations et les intérêts des villageois, la perception qu'ils ont d'eux-mêmes, ainsi que leur rapport et leur dépendance à l'égard de Suva et de ses institutions. Les membres de la communauté considèrent que ces obligations (rassemblements religieux, réunions scolaires, nécessité de générer des revenus) empiètent sur leur temps libre. Une nouvelle augmentation des dépenses afférentes à ces obligations n'est pas exclue et pourrait accroître encore l'importance de l'argent, une réalité à laquelle la plupart des villageois du *tikina* de Vanuaso semblent déjà s'être résignés.

La principale source de revenus des villageois est la vente de noix de coco (*niu*, copra ; *Cocos nucifera*) et de *yaqona* (*kava* ; *Piper methysticum*) cultivés en plantations. De nombreux jeunes hommes possèdent leur propre champ de *yaqona*. La culture et la vente de *dalo* (*taro* ; *Colocasia esculenta*), et la vente ponctuelle de cochons, génèrent également des recettes pour les villages. Les femmes tirent l'essentiel de leurs revenus de la vente de *talitali* (nattes tressées), soit à Suva par l'intermédiaire d'un agent, soit directement à des membres de leurs familles. Les plus grandes nattes dont le tressage peut exiger le travail de trois femmes durant deux ou trois jours, à raison de cinq à huit heures par jour, rapporte à chacune d'entre elles entre 100 et 180 dollars fidjiens, selon la qualité des *voivoi* (feuilles séchées de *Pandanus* sp.), le style de tissage, les motifs et les couleurs. Les villageois partis vivre en ville ou à l'étranger envoient également à leurs familles des fonds, dont le montant dépend des moyens des migrants et de la proximité du lien de parenté. Cette forme de soutien apporté aux villages existe depuis des générations dans les localités les plus anciennes, et demeure une source de revenus importante. La composition fluctuante des familles et la présence intermittente d'une partie de leurs membres altèrent le fonctionnement du village. Qu'ils aient ou non quitté leur village une première fois pour intégrer l'internat, les jeunes hommes adultes tentent aujourd'hui de trouver du travail ailleurs, et les jeunes femmes et les jeunes couples (à la recherche d'un emploi) font de même. L'éducation et la recherche d'un emploi restent donc les principaux moteurs de migration de la campagne vers la ville. Dans certains cas, la migration est motivée par des raisons médicales. Tous ces motifs doivent être pris en compte dans la définition de mesures et d'activités de gestion communautaire des ressources marines.

Enfin, sur la question de la subsistance future de leurs enfants, la plupart des personnes interrogées (83 %) ont déclaré que leurs enfants « aiment le mode de vie, cultiver le *kava*, sortir pêcher en mer, etc. ». Cependant, tous les parents prévoyaient de placer leurs enfants en internat à Suva ou à Levuka et, en dépit de la visible allégresse qu'ils éprouvaient à jouer avec de petits filets et harpons et, plus généralement, de la profonde joie que paraît leur procurer la vie au village, la plupart des enfants plus âgés semblent vouloir partir (« ils veulent partir à la ville plus tard »). Le retour des enfants au village ou dans leur île dépend souvent de leur niveau de réussite à la ville (voir plus haut). Une mère de famille interrogée a déclaré que « les enfants devraient aller à l'école et travailler, s'ouvrir l'esprit, quitter le village ; et s'ils reviennent, au moins, ils ont des idées sur la manière d'améliorer la situation dans le village. La vie est dure au village, ils devraient apprendre à préserver les ressources marines mais aussi terrestres ».

Contacts avec les pouvoirs publics

Le sentiment d'isolement à l'égard du reste du pays exerce également une forte influence sur les migrations et la gestion communautaire des ressources marines. Ce sentiment est dû à un certain nombre de carences en matière de développement. Les habitants du *tikina* de Vanuaso ont fort peu de contacts avec les représentants de l'État tels que les ministres ou les agents des services des pêches, si ce n'est à l'antenne du gouvernement de Qarani, un village situé dans le *tikina* voisin à l'extrême nord de Gau. Ce sont les médecins, les infirmières et les inspecteurs sanitaires du service médical dont relève le district qui se rendent le plus régulièrement dans les villages, une fois tous les un à trois mois. D'autres agents de la fonction publique (des fonctionnaires du Ministère de l'information, de la communication et des relations avec les médias, par exemple) ne font le déplacement qu'une à trois fois par an, et ne consacrent pas plus d'un à trois jours à la visite des trois *tikina* de Gau. Les réunions provinciales de l'archipel des Lomaiviti constituent le principal forum de rencontre entre les villageois et les agents des pouvoirs publics. Ces réunions se tiennent en général deux à trois fois par an, sur trois jours, et non dans les petites îles mais sur l'Île d'Ovalau, de taille plus importante, ou à Suva ; autrement dit, loin du village. Plusieurs centaines de personnes assistent à chacune de

ces réunions ; chaque village compte une délégation de deux à huit personnes, selon les disponibilités et le nombre de personnes à même d'assumer les frais de voyage. À la question de savoir ce qu'ils pensaient de Suva et du gouvernement, les huit anciens interrogés ont d'abord répondu de manière positive, avant d'ajouter : « On ne sait pas s'il est bon ou mauvais ; on ne connaît même pas le gouvernement » ; « Les gens qui travaillent au sein du gouvernement, ils savent, c'est un bon gouvernement, mais nous, ici, au village, on ne sait pas » ; « On ne sait pas [si] le gouvernement nous ment » ; « Au moment des élections, on coche les noms, mais on ne sait pas » ; « Il y a tellement d'hommes politiques maintenant » ;« Les hommes politiques semblent négliger les habitants des villages et des zones rurales » ; « La plupart des bonnes choses semblent aller aux gens des villes ».

Les services de l'État semblent peu se soucier des îles périphériques (Koroiwaqa 2004 ; UNESCAP 2003), peut-être en raison de leur faible niveau d'infrastructure, et aucun investisseur privé ne s'est encore intéressé au *tikina* de Vanuaso. Les habitants de Gau doivent donc leur survie à leur travail et à leurs compétences, qui leur confèrent une indépendance involontaire sur laquelle semble largement s'appuyer l'État.

Les défaillances du réseau électrique et des moyens de communication (le réseau téléphonique, notamment) et de transport (par ferry, en particulier) figurent parmi les carences de développement. Chaque village du *tikina* de Vanuaso est équipé d'un groupe électrogène de grande capacité dont il est propriétaire et qui est censé alimenter tout le village en électricité de 18h00 à 22h00. Il en coûte environ 1,50 dollar fidjien (0,84 dollar des États-Unis) par semaine à chaque foyer. L'électricité sert essentiellement à alimenter les lampes (y compris les lampadaires qui longent la rue principale du village), mais aussi les postes de radio et de télévision, les lecteurs vidéo, et les congélateurs (dans les échoppes des villages). Cependant, les générateurs principaux ne fonctionnent que deux mois par an, au mieux, en raison de pénuries de carburant et de pannes. Certaines familles ont acheté des groupes électrogènes d'appoint, plus petits, pour leur usage personnel. Ces groupes peuvent alimenter un ou deux foyers en électricité. Les réparations du groupe électrogène (ainsi que des postes de télévision, des magnétoscopes et des radios) doivent être effectuées par les villageois eux-mêmes. Tout ce qui n'est pas réparable sur place doit être envoyé à Suva. Le coût est élevé (400 dollars fidjiens, soit environ 220 dollars É.-U., pour faire réparer le générateur principal du village, par exemple) et l'opération demande du temps. C'est pourquoi les lampes au kérosène restent bien souvent la principale source d'éclairage, et les piles la seule source d'alimentation électrique pour les postes de radio. Les raccordements des villages au réseau téléphonique sont tout aussi précaires.

Figure 4. Ferry en provenance de Suva et embarcation locale, à Qarani, Île de Gau.

Figure 5. Aérodrome de Gau et brouette à bagages, au sud de l'Île de Gau.

Dans les années 70, une route côtière a été construite sur Gau, entre Lamiti, à l'est de l'île, et Qarani, au nord. Au cours de la même période, des camions ont été mis en service pour assurer le transport des personnes et des marchandises entre l'antenne du gouvernement située à Qarani, le débarcadère du ferry, les écoles et les villages, y compris les magasins. Toutefois, l'entretien des camions n'ayant plus été effectué depuis les années

80, ils ont été revendus à Suva. Il est prévu d'équiper l'île d'un nouveau camion, que devront se partager les villages. En l'absence de transport terrestre, des bateaux en fibre de verre font la navette entre les communautés et entre les îles. De plus, un ferry assure irrégulièrement la liaison (toutes les deux à quatre semaines, en fonction des conditions météorologiques ; figure 4) entre les Îles Lomaiviti et les villages. Cependant, le niveau de service proposé s'est dégradé au cours des 30 dernières années : « Autrefois, les navires de fret s'arrêtaient à proximité des villages [de Gau] » ; « Aujourd'hui, il faut aller à Qarani [extrémité nord de Gau] et à Navuikama [côte orientale de Gau] et organiser soi-même le transport jusqu'au village, voire même à l'aéroport, au sud. Avant, ils chargeaient dans notre port [Vanuaso] » ; « Aujourd'hui, ça [le transport régulier de marchandises et de personnes] demande du temps et de l'argent, parce qu'il faut d'abord se rendre sur place (Qarani ou Navuikama) ». La date exacte d'arrivée et de passage du ferry n'est pas connue à l'avance, et tout doit être acheminé par bateau en fibre de verre jusqu'au ferry mouillé à l'extérieur du récif frangeant. Les villageois qui possèdent un bateau et maîtrisent suffisamment les techniques de navigation font eux-mêmes la traversée jusqu'aux îles principales, et acceptent parfois de prendre à leur bord, moyennant paiement, des passagers et des marchandises (en fonction des conditions météorologiques et des liens qui les unissent aux passagers). Gau possède également un aérodrome composé d'une piste en herbe et d'une petite aérogare (figure 5) qui, au moment de la présente étude, accueillait un vol hebdomadaire en provenance de Suva (contre deux ou trois vols hebdomadaires prévus à l'origine). Le ferry reste néanmoins le mode de déplacement privilégié entre les îles, tandis que l'avion n'est utilisé que par les membres de la communauté les plus aisés ou par les visiteurs. Les moyens de transport permettant de quitter l'île et les contacts avec les autres îles, sans même parler de Suva, sont rares et aléatoires. Une desserte régulière pourrait contribuer de manière déterminante à alléger les lourdes conséquences des migrations, favoriser les mesures de gestion communautaire des ressources marines, et atténuer les effets des carences de développement constatées et l'isolement qui en résulte.

Alimentation

Le régime alimentaire de la population a également changé. Presque tous les villages comptent au moins un petit magasin d'alimentation qui vend des produits de consommation courante tels que du savon, de la viande et du poisson en boîte, du café et du cacao en poudre. Avant les années 80, les villageois consommaient surtout de la nourriture fidjienne (*kakana vakaviti*). Par la suite, ils ont commencé à compléter leur alimentation avec des produits vendus au magasin (*kakana voli ;* littéralement : « produits transformés » « des étrangers »). Selon l'une des personnes interrogées, « le manioc [*Manihot esculenta*] a été introduit pour les cochons, pas pour nous, pas pour la famille, seulement pour les cochons ;maintenant, tout le monde en mange ». D'autres ont ajouté que ces changements nuisaient à la santé, synonyme de force, de vigueur et d'activité. « On n'était pas malades comme maintenant ; avant, les hommes étaient forts et en bonne santé. » Malgré ce constat, beaucoup continuent à s'approvisionner au magasin lorsqu'ils n'ont pas le temps de jardiner ou de pêcher, ou qu'une tempête rend la pêche impossible. Des mets plus traditionnels continuent d'être préparés pour les grandes occasions. Certains aliments, tels que les crevettes ou les gros poissons, sont réservés aux invités officiels, ou à des événements particuliers : repas du dimanche, réunions d'église, mariages, funérailles et célébrations de Noël.

Les villageois estiment devoir leur vigueur et leur santé d'antan aux aliments traditionnels (poisson frais et légumes locaux, par exemple), des vertus qu'ils ne prêtent pas aux aliments transformés. Cette perception est importante du point de vue de la gestion communautaire et de l'exploitation future des ressources marines, car elle démontre la valeur attachée à ces ressources dans le mode de vie des insulaires. Les conditions se prêtent encore à un retour à une alimentation axée sur les produits traditionnels cultivés en plantation, si tel est le choix des villageois, en réduisant la consommation de sucres et de pâtes.

L'eau, principale source d'indépendance des populations des petites îles, est abondante sur Gau, même si sa qualité varie selon les villages. Malawai dispose, 24 heures sur 24, d'une eau courante de très bonne qualité (comme l'ont confirmé les laboratoires de l'Université du Pacifique Sud). À Lamiti, la qualité de l'eau laisse parfois à désirer en raison de problèmes d'assainissement liés à l'introduction récente de chasses d'eau et au défrichage des terres. Les habitants de Lamiti doivent parfois se rendre dans le village voisin de Malawai pour acheter ou se procurer de l'eau, particulièrement pour les nouveau-nés. Certains villages sont donc plus attrayants que d'autres pour les jeunes insulaires.

Discussion

Les éléments décrits plus haut contribuent à façonner le cadre de vie quotidien de chaque communauté du *tikina* de Vanuaso dans lequel doit s'inscrire la gestion communautaire des ressources marines. Ces aspects revêtent une importance telle pour les communautés qu'elle devrait inciter les gestionnaires à en acquérir une meilleure connaissance et une meilleure compréhension, d'autant que ces éléments déterminent la gamme d'interventions possibles. Ces facteurs essentiellement logistiques pourraient influer sur l'adhésion des communautés aux régimes de gestion communautaire des ressources marines et, à terme, sur leur succès ou leur échec.

Il convient de reconnaître les liens entre la création de revenus, les besoins en transport et en technologie de l'information (dont le téléphone) et la gestion communautaire des ressources marines. Ces liens sont manifestes lorsque les revenus proviennent de la vente de produits de la mer : les activités de vente devraient être surveillées et consignées afin de recenser les prises, les pêcheurs, les sites de vente et les acheteurs. Cette pratique n'a pas encore cours dans le *tikina* de Vanuaso. Il importe de procéder à une adaptation et à une intégration mutuelles des activités de gestion introduites

de l'extérieur et de celles visant à générer des revenus grâce aux ressources marines.

L'amélioration des liaisons aériennes et maritimes pourrait avoir de multiples effets (Dickhardt 2001), dont la plupart retentiraient sur la gestion communautaire des ressources marines. D'une part, l'amélioration des transports pourrait accroître les revenus issus de (res)sources autres que marines telles que les cultures terrestres, réduisant ainsi la pression exercée sur les habitats marins, un aspect important de la gestion communautaire des ressources marines. D'autre part, une desserte améliorée pourrait également permettre de tirer des revenus supplémentaires du commerce des produits de la mer en offrant un accès plus régulier aux marchés (y compris celui du tourisme) et engendrer un effet contraire aux objectifs des mesures de gestion communautaire des ressources marines. Ces ressources pourraient faire l'objet d'une exploitation accrue, au-delà des niveaux jugés durables, si de nouveaux débouchés étaient trouvés à l'extérieur de l'île. Seules une réglementation et une surveillance minutieuse de la vente des produits de la mer, associées à des mesures de gestion communautaire des ressources marines, profiteraient à long terme aux communautés et pourraient renforcer l'intérêt et l'adhésion de la population aux mesures de gestion communautaire et de conservation des ressources marines.

Accroître les possibilités de déplacement en provenance et à destination de l'île pourrait stimuler les échanges d'information entre les îles, améliorer la compréhension mutuelle des dispositifs de gouvernance locaux et nationaux et réduire les migrations vers les zones urbaines, autant de facteurs susceptibles d'influer sur les régimes locaux de gestion.

L'amélioration des communications et la fourniture d'électricité locale fiable et disponible tout au long de l'année pourraient favoriser la production de revenus en attirant des projets tels que l'ouverture projetée d'un centre des pêches doté d'installations de réfrigération et d'entreposage (Alefaio 2003). Ce type de projets pourrait créer des emplois et stimuler les plans de gestion communautaire des ressources marines en permettant l'imposition de restrictions sur la taille des prises ou le strict respect du périmètre des lieux tabous.

Les écarts ne cessent donc de s'accentuer entre les modes de vie insulaires et urbains, et sont perçus de différentes manières selon les personnes interrogées. L'une d'entre elles a déclaré : « Il est difficile de se réadapter à cette vie [la vie au village]. » Les observations confirment que parmi les « rentrants », certains semblent insatisfaits et agités, ou sans vision claire de leur avenir. D'autres « traînent », écoutent la radio, ou ne savent ni ne veulent se consacrer aux durs travaux des champs. D'autres encore sont considérés comme n'ayant aucune fonction dans la communauté ou sont en conflit avec des membres de leurs familles quant à leurs responsabilités. Certains, en revanche, estiment que le village offre une meilleure qualité de vie que la ville. Ils y trouvent notamment un soutien auprès des membres de leurs familles (qui les aident à s'occuper des enfants, par exemple) ; il y a toujours quelque chose à faire ; il n'y a pas d'emploi que l'on risque de perdre (ni de patron) ; on peut survivre avec moins d'argent qu'en ville ; le tissu social y est plus dense (ce qui peut constituer un inconvénient en situation de conflit). Beaucoup estiment plus avisé de revenir au village d'origine puisqu'ils y conservent des droit résiduels (soit un accès assuré à la propriété terrienne et à l'autosuffisance) et qu'ils sont redevables de l'impôt villageois, qu'ils continuent ou non d'habiter au village.

L'examen de l'histoire récente de Gau est utile, car il révèle une sorte de développement inversé et une stagnation économique et sociale de l'île depuis 25 à 30 ans. Ce constat vaut également pour les Îles Lomaiviti et Lau (Bedford 1985). Le chiffre d'affaires annuel de Gau s'élève à 900 000 dollars fidjiens (environ 500 000 dollars É.-U.), contre 92 millions (environ 51,5 millions de dollars É.-U.) pour l'île voisine d'Ovalau, plus développée (Alefaio 2003). Le dynamisme économique qui caractérisait autrefois l'Île de Gau a fait place à une stagnation économique (Koroiwaqa 2004). Entre 1970 et les années 90, Gau possédait une route que pouvaient emprunter de petits camions. Cette route est aujourd'hui recouverte de végétation la majeure partie de l'année. Jusqu'en 2003, l'île était desservie par plusieurs vols réguliers ; aujourd'hui, il ne reste plus qu'un seul vol hebdomadaire. À titre de comparaison, l'île voisine d'Ovalau continue d'accueillir plusieurs vols quotidiens en provenance de Suva. En outre, la rotation régulière par ferry qui permettait autrefois de relier Suva et les villages de Gau n'existe plus depuis 2003. Selon Alefaio (2003), « la subsistance socioéconomique des provinces maritimes des Îles Fidji repose sur le transport maritime, qui demeure l'épine dorsale des économies insulaires ». Cette épine dorsale s'est rompue, tout comme les principales jetées de l'île. La plus longue, située dans un village de la côte occidentale de l'île, s'est effondrée lors du passage du cyclone Kani, en 1992. Cet événement a marqué le début du processus de développement inversé. Faute de pouvoir accoster, les ferries ne desservent plus Gau, creusant encore le fossé entre les îles périphériques et les centres urbains. Le ralentissement puis l'arrêt total du développement ont freiné le progrès, l'île n'attirant plus de projets et ayant perdu tout intérêt aux yeux des jeunes insulaires. La situation s'est dégradée, et les mesures prises ont été insuffisantes pour aider la population de l'île à briser ce cycle décourageant. En résumé, les villageois ont dit avoir plus que jamais besoin d'argent pour faire face à leurs obligations quotidiennes, mais de moins en moins de possibilités de générer des revenus. À l'heure actuelle, les communautés rurales de Gau deviennent de moins en moins traditionnelles et de plus en plus sous-développées par rapport aux zones urbaines des Îles Fidji.

La présente étude démontre comment des villages peuvent se retrouver tiraillés entre, d'une part, la nécessité de se développer et la volonté de s'adapter et de s'améliorer pour les générations futures (un facteur de migration) et, de l'autre, leurs traditions anciennes, qu'ils perdent, mais pleurent (un autre facteur de migration). L'introduction, mais aussi la perte, de technolo-

gies modernes telles que les véhicules de transport et l'électricité, l'influence de l'Église, l'attrait croissant des biens de consommation et la volonté d'offrir une éducation aux enfants sont autant de facteurs qui ont influencé la manière dont sont pratiquées la pêche et la gestion communautaire des ressources marines, et le niveau d'exploitation et de gestion (Veitayaki et Novaczek 2005). La population apprécie à leur juste valeur les bienfaits de la migration et du développement (par exemple, les services de santé et l'éducation de meilleure qualité, le transfert de compétences, les transferts de fonds des émigrés), mais elle est également consciente des « coûts engendrés au fil du temps, tels que l'érosion des valeurs traditionnelles, la perte de l'esprit de communauté, le surcroît de stress lié au besoin d'argent », et les tensions entre les générations et entre les sexes (Veitayaki et Novaczek 2005). Les habitants de Gau deviennent moins dépendants de leur culture traditionnelle, situation qu'ils n'auraient jamais imaginée il y a quelques décennies. Par ailleurs, beaucoup de gens qui ont opté pour l'exode rural ou l'émigration à l'étranger ne peuvent imaginer revenir dans leur village.

Enfin, il existe une corrélation entre ces facteurs sociaux et environnementaux et les conditions indispensables à la mise en œuvre d'activités de conservation et de gestion — sécurité personnelle, santé et nutrition —, des conditions qui ne sont pas toujours réunies et dont l'absence constitue souvent un facteur de migration. Lorsque ces conditions élémentaires sont suspendues à l'existence d'un environnement sain, certains territoires se retrouvent dans une situation proche de l'impasse (WRI 2005). C'est le cas de tous les pays dont les modes de vie restent axés sur la subsistance, parmi lesquels les Îles Fidji. Leur résilience sociale, à savoir l'aptitude des groupes ou communautés à faire face au stress et aux perturbations exogènes provoquées par des changements sociaux, politiques et environnementaux (y compris les migrations), est fortement liée à la résilience de leur environnement (capacité caractéristique des écosystèmes à absorber les perturbations ; Adger 2000). Il s'en suit que, bien que la résilience des écosystèmes ne garantisse pas celle des communautés, et vice versa, leur interdépendance doit être prise en compte pour assurer la réussite de la gestion communautaire des ressources marines, dont la communauté, avec toutes ses caractéristiques sociales et écologiques, constitue le socle fondateur.

Conclusion

Dans le *tikina* de Vanuaso situé sur l'Île de Gau, les villageois perçoivent les changements qui affectent leur environnement social et physique, dans l'espace et dans le temps. Il est possible que les facteurs observés au cours de la présente étude ne reflètent pas exactement la situation de l'ensemble des communautés des Îles Fidji. Ils n'en demeurent pas moins fondamentaux et ont déterminé le statut actuel des communautés rurales. Les changements et les préoccupations quotidiennes qui influencent la gestion des ressources diffèrent d'une communauté à l'autre, même à une échelle aussi réduite que celle du littoral de l'Île de Gau. Ce constat s'explique par le fait que ces facteurs sont inhérents aux individus qui doivent réorganiser leur existence et leurs actions au cœur même de ce changement, tenir compte de ses caractéristiques dans leurs projets afin de se préparer à devenir les gardiens et les gestionnaires de leur propre environnement, tout en veillant à ce que leur communauté conserve ou retrouve son identité, sa structure et sa fonction, et les transmette à la génération suivante.

En dépit de sa persistance, la notion romantique de « communauté traditionnelle » est trop imprécise. La communauté est un élément fondamental de la vie insulaire. Les villageois doivent choisir parmi les règles du passé celles qui conservent une importance à leurs yeux et se prêtent à une adaptation. En d'autres termes, ils doivent rechercher l'équilibre entre développement et traditions.

Le sujet n'appelle pas de conclusion aisée. L'intensification des migrations réduira-t-elle la pression exercée sur les ressources marines ? C'est peu probable. De manière générale, leur exploitation l'emportera sur leur conservation. Qui se chargera de gérer les ressources communautaires ? Un nombre très restreint de villageois. Les habitants des villages doivent-ils rester ou partir ? Ils doivent partir — et revenir dans leurs îles fécondes après avoir connu la réussite ailleurs. Il importe donc d'accroître les possibilités de migrations circulaires multiples, pour attirer les familles jeunes et instruites et veiller à une planification des échanges et de la gestion plus souple et plus évolutive.

Remerciements

Cette étude a été financée par *The Ocean Conservancy*, *The International Society for Reef Studies*, la Fondation universitaire allemande et l'Institut Leibniz pour la recherche en mer Baltique de Warnemünde. Je souhaite remercier les membres des communautés du *tikina* de Vanuaso, J. Veitayaki de l'Université du Pacifique Sud, et N. Polunin, S. Stead et E. Ritchie, de l'Université de Newcastle. Enfin, je tiens à exprimer ma gratitude aux correcteurs et aux relecteurs pour l'intérêt porté à cette étude et pour leur précieuse contribution.

Bibliographie

Adger W.N. 2000. Social and ecological resilience: Are they related? Progress in Human Geography 24:347–364.

Adger W.N., Hughes T.P., Folke C., Carpenter S.R. and Rockström J. 2005. Social-ecological resilience to coastal disasters. Science 309:1036–1039.

Alefaio O. 2003. Improving rural fisheries. Ministry of Information and Media Relations, Government of Fiji. Available: http://www.fiji.gov.fj/cgi-bin/cms/exec/view.cgi/58/718

Aswani S. 2005. Customary sea tenure in Oceania as a case of rights-based fishery management: Does it work? Reviews in Fish Biology and Fisheries 15:285–307.

Bailey C. and Zerner C. 1992. Community-based fisheries management institutions in Indonesia. Marine Anthropological Studies (MAST) 5:1–17.

Bedford R.D. 1985. Population movement in small island periphery: The case of eastern Fiji. p. 333–359. In:

Chapman M. and Prothero R.M. (eds). Circulation in population movement: Substance and concepts from the Melanesian case. London: Routledge and Kegan Paul.

Cooke A. 1994. The qoliqoli of Fiji — Some preliminary research findings in relation to management by customary owners. p. 179–182. In: Church M. (ed.). Traditional marine tenure and sustainable management of marine resources in Asia and the Pacific: Proceedings of the International Workshop held at USP, Suva, Fiji, 4–8 July 1994. University of the South Pacific, Suva, Fiji.

Dickhardt M. 2001. Das Räumliche des Kulturellen: Entwurf zu einer kulturanthropologischen Raumtheorie am Beispiel Fiji. Hamburg, Deutschland: LIT Verlag.

Faust H. 1996. Verstädterung in Fiji: Besonderheiten in den Stadt-Land-Beziehungen eines insularen pazifischen Entwicklungslandes. Aachen: Verlag Mainz.

Hughes T.P., Bellwood D.R., Folke C., Steneck R.S. and Wilson J. 2005. New paradigms for supporting the resilience of marine ecosystems. Trends in Ecology and Evolution 20:380–386.

Hviding E. and Ruddle K. 1991. A regional assessment of the potential role of customary marine tenure systems (CMT) in contemporary fisheries management in the South Pacific. Forum Fisheries Agency Report 91/71. Forum Fisheries Agency, Honiara, Solomon Islands.

Jentoft S. (ed) 1998. Commons in a cold climate. Coastal fisheries and reindeer pastoralism in north Norway: The co-management approach. Man and the Biosphere Series. Paris: UNESCO.

Jentoft S., McCay B.J. and Wilson D.C. 1998. Social theory and fisheries management. Marine Policy 22:423–436.

Johannes R.E. 2002. The renaissance of community-based marine resource management in Oceania. Annual Review of Ecology, Evolution, and Systematics 33:317–340.

Koroiwaqa I. 2004. Gau — Its hopes and jest. Government of Fiji. Available: http://www.fiji.gov.fj/publish/page_2078.shtml

Kreisel W. 1991. Die pazifische Inselwelt. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft.

Lambeth L., Hanchard B., Aslin H., Fay-Sauni L., Tuara P., Des Rochers K. and Vunisea A. 2002. An overview of the involvement of women in fisheries activities in Oceania. Global symposium on women in fisheries: Sixth Asian fisheries forum, Malaysia. ICLARM — The World Fish Center, Malaysia.

Lovell E.R., Sykes H., Deiye M., Wantiez L., Garrigue C., Virly S., Samuelu J., Solofa A., Poulasi T., Pakoa K., Sabetian A., Afzal D., Hughes A. and Sulu R. 2004. Status of coral reefs in the southwest Pacific: Fiji, Nauru, New Caledonia, Samoa, Solomon Islands, Tuvalu and Vanuatu. In: Status of coral reefs of the world. Wilkinson C. (ed.). GCRMN (Global Coral Reef Monitoring Network).

Minerbi L. 1990. Population redistribution and policies and development planning in the Pacific basin: Rationale and objectives. Regional Development Dialogue 11:80–101.

Muehlig-Hofmann A. 2008. Chefferies et autorités coutumières : principaux facteurs intervenant dans la gestion et la conservation communautaires des ressources marines. Ressources marines et traditions, Bulletin d'information de la CPS 21:31–44. Disponible sur le site : www.spc.int/DigitalLibrary/Doc/FAME/InfoBull/TRAD_VF/21/TRAD21VF_31_Muehlig.pdf

Nayacakalou R.R. 1978. Tradition and change in the Fijian village. Fiji Times and Herald: Suva.

Novaczek I., Mitchell J. and Veitayaki J. 2005. Pacific voices — Equity and sustainability in Pacific Island fisheries. Suva, Fiji: Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific.

Ram-Bidesi V. and Mitchell J. 2005. Gender in Pacific maritime communities: Putting the social into science and connecting the local to the global. p. 221–233. In: Novaczek I., Mitchell J. and Veitayaki J. (eds). Pacific voices — Equity and sustainability in Pacific Island fisheries. Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific, Suva, Fiji.

Ruddle K. 1995. Récapitulatif des études sur la gestion coutumière de la pêche à Fidji. Ressources marines et traditions, Bulletin d'information de la CPS 5:7–15.

Spalding M.D., Ravilious C. and Green E.P. 2001. World atlas of coral reefs. Berkeley: University of California Press (in association with UNEP-WCMC).

Tomlinson M. 2004. Perpetual lament: Kava-drinking, Christianity and sensations of historical decline in Fiji. Journal of the Royal Anthropological Institute 10:653–673.

Toren C. 2004. Becoming a Christian in Fiji: An ethnographic study of ontogeny. Journal of the Royal Anthropological Institute 10:221–240.

UNESCAP 2003. Community-based decision-making on coastal fisheries. United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (UNESCAP). Available at: www.unescap.org/drpad/vc/conference/ex_fj_147_cdc.htm

Veitayaki J. 2000. Inshore fisheries development in Fiji. p. 135–148. In: Lal B.V. (ed). Fiji before the storm: Elections and the politics of development. Canberra: Asia Pacific Press (Australian National University).

Veitayaki J. and Novaczek I. 2005. Voices, lenses and paradigms: Understanding fisheries development in the Pacific. p. 1–9. In: Novaczek I., Mitchell J. and Veitayaki J. (eds). Pacific voices — Equity and sustainability in Pacific Island fisheries. Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific, Suva, Fiji.

WRI (World Resources Institute). 2005. World resources 2005: The wealth of the poor — Managing ecosystems to fight poverty. Washington, DC, USA: World Resources Institute.

WWF. 2005. WWF South Pacific Programme annual report 2005. WWF, Suva, Fiji.

Yae S. 2009. Le rôle du capital social dans un régime de propriété collective des ressources dans les zones côtières. Exemple de la gestion communautaire des ressources côtières aux Îles Fidji. Ressources marines et traditions, Bulletin d'information de la CPS 24:19–32.

Rattacher les systèmes mondiaux de certification aux pratiques locales de pêche et d'aquaculture

Simon R. Bush[1] et Peter Oosterveer[1]*

Résumé

Les systèmes mondiaux de certification environnementale tirent leur légitimité des préoccupations des consommateurs qui, relayées par les organisations non gouvernementales (ONG) et les détaillants, incitent les pêcheurs et les aquaculteurs à respecter des normes de production prédéfinies. Pourtant, si ce flux d'information en direction des exportateurs est bien établi, les modes de transmission de l'information entre les exportateurs et les producteurs sont souvent beaucoup moins évidents. Les faits semblent indiquer qu'en l'absence d'une intégration verticale forte, le lien entre exportateurs et producteurs tombe dans une sorte de « zone d'ombre », infirmant les hypothèses selon lesquelles les producteurs bénéficient d'un accès transparent aux marchés internationaux. Les régimes de certification ne contribueront à la viabilité environnementale et sociale de la pêche et de l'aquaculture que si de nouveaux mécanismes tenant compte des pratiques locales et des liens entre production et commerce sont établis.

Introduction

La volonté de concilier commerce et environnement s'est traduite par la mise en place de nouveaux mécanismes de gouvernance tels que les programmes de certification. Les produits de la mer ont été l'une des principales cibles de cette nouvelle vague de certification environnementale. Il existe aujourd'hui plus de 50 programmes dédiés à la pêche de poisson sauvage et à l'aquaculture (Jacquet et al. 2009 ; Parkes et al. 2010). Le *Marine Stewardship Council* (MSC) (« Conseil pour la gestion des ressources marines ») est, à l'heure actuelle, le programme de certification halieutique le plus connu. Avec 139 pêcheries, il représente 6 % du volume total des captures sauvages certifiées[2]. Il existe en outre un certain nombre d'organismes de certification du secteur aquacole parmi lesquels *Global Aquaculture Alliance* (GAA) (« Alliance mondiale pour l'aquaculture »), GlobalGAP et l'*Aquaculture Stewardship Council* (ASC) (« Conseil pour la gestion de l'aquaculture »), qui vient de voir le jour. Aux États-Unis et en Europe, plusieurs grandes sociétés de vente au détail ont renouvelé leur engagement en faveur de la commercialisation exclusive de produits de la mer issus de pratiques durables à l'horizon 2020. Les normes de certification sont donc appelées à jouer un rôle de plus en plus important.

La certification environnementale offre aux entreprises de vente et de transformation de produits alimentaires un moyen de s'assurer que les conditions de production respectent les normes généralement admises dans les lieux de consommation (Oosterveer 2005). La certification leur permet de fixer des normes vérifiables qui servent à étayer leurs allégations d'achat responsable de produits de la mer. Pour leurs clients, la certification de durabilité se veut un moyen de pratiquer un consumérisme dit « politique » ou « éthique » (Barnett et al. 2011 ; Micheletti 2003) — un processus par lequel le consommateur, guidé par ses connaissances et ses préoccupations, oriente la production, souvent lointaine, par l'exercice de son pouvoir d'achat (Whatmore et Thorne 1997). Ce transfert entre détaillants et/ou consommateurs et producteurs est toutefois compliqué par la présence de nombreux autres acteurs qui facilitent et influencent la circulation de l'information, ainsi que l'offre et la demande, tout au long de la chaîne de valeur mondiale — y compris les parties prenantes directes telles que les négociants, les exportateurs, les importateurs et les sociétés de transformation, et les intervenants indirects, parmi lesquels les ONG, les associations de producteurs et les pouvoirs publics. L'aptitude des producteurs à répondre aux exigences du marché et celle des consommateurs à s'adapter à la complexité du commerce mondial demeurent sujettes à interrogation, tout comme les moyens dont disposent ces derniers pour y parvenir.

De toute évidence, le fossé se creuse entre les secteurs de la pêche et de l'aquaculture des pays « développés » et du monde « en développement » au sein du processus de certification mondiale des produits de la mer est de plus en plus flagrant. Sur les 139 pêcheries certifiées à ce jour par le MSC, seules 7 % d'entre elles se trouvent dans des pays en développement (Cambridge et al. 2011). Les programmes de certification aquacole enregistrent de meilleurs résultats, la production provenant en grande partie de pays tropicaux, et notamment d'Asie, mais, encore aujourd'hui, la certification est au mieux parcellaire. En dépit des espoirs suscités par la certification, présentée comme un instrument de

[1] Groupe sur les politiques environnementales, Faculté des sciences sociales, Université de Wageningen, BP 8130, 6700 EW Wageningen (Pays-Bas).
[2] Voir http://www.msc.org/business-support/key-facts-about-msc, consulté le 24 février 2012.
* Courriel : simon.bush@wur.nl

gouvernance à vocation véritablement mondiale, on constate une incapacité chronique à cibler et à améliorer les processus de production dans les pays en développement pauvres en information, dans lesquels les règles, les normes, les valeurs et les modes de contrôle de la production échappent à une définition claire et se prêtent difficilement à l'application de pratiques modernes d'audit et de traçabilité.

Dans le présent article, nous résumons les conclusions d'une étude antérieure (Bush et Oosterveer 2007) et passons en revue un certain nombre de conditions indispensables au succès de la certification dans les pays en développement. À l'aide d'exemples tirés de l'aquaculture côtière en Asie du Sud-Est, nous nous intéressons plus particulièrement aux pratiques au sein de la chaîne de valeur qui influencent le transfert d'informations relatives aux marchés, et aux tensions entre les consommateurs et les détaillants européens, d'un côté, et les producteurs des pays en développement, de l'autre. Le premier exemple concerne « l'affaire des nitrofuranes » survenue en Thaïlande, qui illustre la manière dont les préoccupations des consommateurs en matière de sécurité des aliments se répercutent tout au long de la filière d'approvisionnement. Le second exemple est celui d'un village côtier du Viêt Nam où des petits aquaculteurs et pêcheurs ont mis au point de nouvelles formules associant des mécanismes existants et nouveaux afin d'écouler leurs produits en remontant la chaîne d'approvisionnement. À travers ces deux exemples, nous analysons de quelle manière ces dynamiques influencent directement et indirectement les décisions des producteurs sur leurs modes de subsistance et soulignons la nécessité de mécanismes de gouvernance plus efficaces pour veiller non seulement à la qualité et à l'innocuité des aliments, mais aussi à la viabilité sociale et environnementale des systèmes de production visés.

Chaînes de valeur et certification

Les produits de la pêche font aujourd'hui l'objet d'un vaste commerce international. Cinquante pour cent de la production est exportée des pays en développement vers les économies développées (OECD 2010). Les chaînes de valeur au travers desquelles ces produits sont commercialisés présentent donc une dimension mondiale ; les interactions complexes entre les intrants, les extrants et la multitude d'acteurs concernés en rendent la compréhension particulièrement ardue (Thorpe et al. 2005). Ce constat n'enlève rien à la complexité d'autres chaînes de valeur ; il vise simplement à souligner que la plupart des travaux publiés à ce jour sur la question concernent les secteurs industriels et agroindustriels dont la structure et l'éventail de fonctions sont plus prévisibles que celles propres au secteur halieutique. Le degré de complexité accrue de la pêche et de l'aquaculture, particulièrement dans les pays en développement, tient moins aux flux mondiaux de produits qu'aux rapports qu'entretiennent production et commerce au niveau local.

Lorsque l'on cherche à démêler l'écheveau des liens locaux et à les situer dans le contexte mondial, la « nouvelle » littérature spécialisée consacrée aux chaînes de valeur est particulièrement éclairante. La prise en compte des relations verticales, représentées de manière conceptuelle par l'image de la « chaîne », et des relations de production horizontales, permet une compréhension sociologique plus exhaustive des influences qui s'exercent sur les transactions et les flux de produits ou d'informations (Coe et al. 2008 ; Gereffi et al. 2005 ; Gibbon et Ponte 2005). Ce type d'analyse met également en lumière une interdépendance particulière entre production et commerce au niveau local. Une fois capturé, transformé et acheminé vers les marchés locaux, nationaux et internationaux, le poisson transite le long de la chaîne, au travers d'un ensemble de réseaux d'échelles variées, qui possèdent chacun leurs propres normes, règles et règlements formels et informels de contrôle et de régulation des activités et des rapports sociaux. Comme le font observer Goodman et Dupuis (2002), pour évaluer la capacité des producteurs à répondre aux signaux émis à l'intérieur de la chaîne de valeur, et notamment par la certification, il importe de comprendre comment ces mêmes producteurs répondent aux institutions émanant des réseaux horizontaux, tels que les régimes d'accès coutumiers, les règlements de coopératives professionnelles, la législation nationale et les normes mondiales sur la sécurité des aliments.

Les liens entre les dynamiques mondiales et locales dans les chaînes de valeur mondiales ne découlent pas d'un simple processus de translation (Oosterveer et Sonnenfeld 2012). Différents types de dynamiques s'exercent à différents échelons de la chaîne de valeur mondiale. La prise en compte de l'ensemble de ces dynamiques impose un processus d'intervention actif de la part des protagonistes de la chaîne de valeur, mais également d'acteurs extérieurs tels que les chercheurs, les représentants politiques et les ONG.

La certification est un instrument de gouvernance qui suppose que les « bonnes » pratiques de production, définies comme telles au plan normatif, puissent être vérifiées de manière objective et que, dans le cadre de ce processus, les producteurs soient tenus responsables de leurs pratiques. Si la production est envisagée comme un processus vertical reposant sur l'offre et la demande, et échappant à toute influence extérieure, qu'elle soit sociale, culturelle ou politique, une telle relation de cause à effet est concevable. En revanche, le processus de certification devient bien plus complexe dès lors que la production est envisagée dans le contexte plus large des réseaux horizontaux. En outre, le manque de capacités d'accréditation, la pénurie de données scientifiques quantitatives sur les pratiques de production et les coûts élevés des démarches de certification pour les producteurs sont autant d'éléments qui découragent fortement les petits pêcheurs et aquaculteurs candidats à la certification. Dans les pays riches en information, où les flux de marchandises sont relativement bien compris, la certification a prouvé son efficacité. Dans les pays en développement, qui manquent d'informations, et dans lesquels les flux de portée mondiale reposent essentiellement sur des institutions socioculturelles informelles complexes, relativement peu exposées aux interventions extérieures, le contrôle peut être minime voire considérablement faussé.

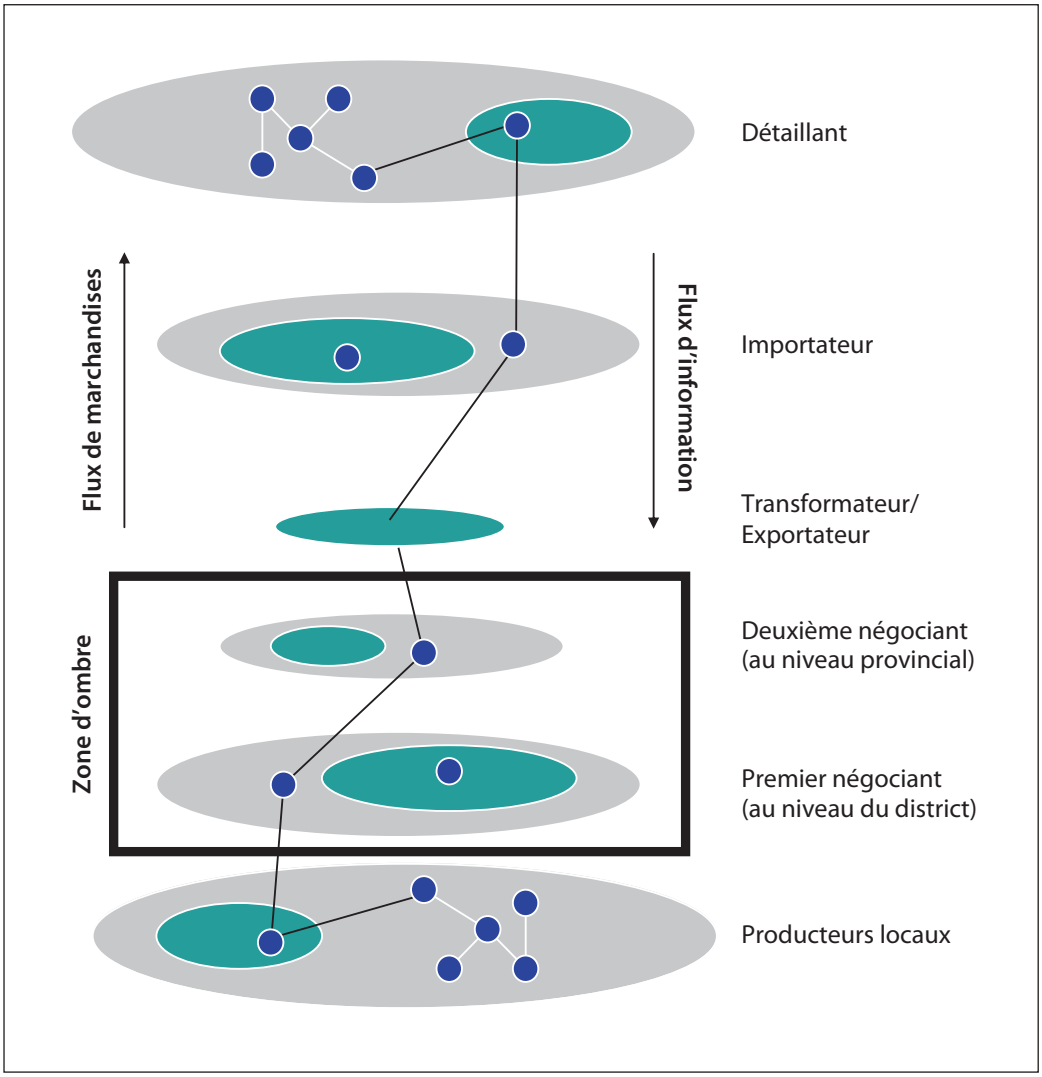

Figure 1. Intersection entre les filières et réseaux mondiaux et locaux.

Le diagramme représente les flux d'information et de marchandises qui circulent entre des réseaux hiérarchiques imbriqués et d'échelles variées. Des particuliers (cercles bleu foncé) interviennent, soit pour leur compte propre, soit au sein de coopératives ou d'entreprises (ellipses grisées). La « zone d'ombre » (case noire) correspond au lien entre les producteurs et les consommateurs et symbolise une rupture dans la continuité entre des flux d'information transparents. Source : Bush and Oosterveer 2007.

L'efficacité de la certification ne se mesure donc pas en termes d'influence des consommateurs et de conformité des producteurs. L'adoption d'une démarche reposant sur la chaîne de valeur soulève un ensemble plus vaste de questions sur les liens unissant des acteurs situés dans un rapport vertical qui influencent les flux d'information, de financement et de matériaux, ainsi que sur l'influence exercée par les rapports horizontaux et les institutions. Toutefois, si l'on dispose d'un volume considérable de données sur les flux de marchandises et d'informations entre les consommateurs et les exportateurs dans les chaînes mondiales, on en sait beaucoup moins sur les flux qui relient ces mêmes exportateurs aux réseaux locaux de négociants et de producteurs opérant dans des environnements pauvres en information. Comme l'illustre la figure 1, ce chaînon manquant entre les producteurs locaux et les réseaux mondiaux constitue une zone d'ombre qui brouille notre compréhension tant du flux vertical de produits que de la dynamique horizontale qui relie les protagonistes formels et informels des réseaux familiaux, communautaires, étatiques et non étatiques.

Concrètement, l'existence de cette zone d'ombre signifie que la certification ne pourra induire de véritable changement environnemental que si les organismes de normalisation et d'audit vont au-delà des segments informés et transparents de la chaîne des produits de la mer, des consommateurs aux exportateurs, pour s'intéresser aux protagonistes des réseaux horizontaux qui influencent les flux de capital et d'information au travers de réseaux de commerce informels et diffus. Il est certes difficile, mais essentiel, de lever le voile sur les chaînes de valeur mondiales afin d'intégrer la durabilité sociale et environnementale à la gouvernance fondée sur la certification. Nous présentons ci-après

deux études de cas qui montrent comment les dimensions verticales et horizontales des chaînes de valeur influencent de diverses manières la capacité d'acteurs présents sur les marchés mondiaux à infléchir les pratiques de production en Asie du Sud-Est.

L'usage de nitrofuranes dans les fermes aquacoles thaïlandaises

L'affaire des nitrofuranes illustre à elle seule l'incidence des relations commerciales mondiales sur les pratiques de production locales. Les crevettes élevées dans les fermes aquacoles thaïlandaises alimentent un flux agroalimentaire transnational qui relie entre eux des producteurs et des consommateurs très éloignés géographiquement, et dont les impacts se font sentir à différentes échelles. La Thaïlande est l'un des principaux pays exportateurs de crevettes d'aquaculture et détient une part de marché mondial d'environ 25 %, estimée à 2 milliards de dollars américains (Manarungsan et al. 2005). Il existe un rapport étroit entre les pratiques crevetticoles locales et la filière crevette transnationale, y compris les flux de capital et d'information qui s'y rapportent. À titre d'exemple, les exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments, qui reflètent les préoccupations des consommateurs de l'Union européenne (UE), sont transposées en directives imposées aux crevetticulteurs thaïlandais. Cette dynamique de l'information explique pourquoi et comment les pressions exercées en faveur de la réduction de l'impact environnemental de la crevetticulture en Thaïlande sont venues tant de l'intérieur que de l'extérieur, comme dans l'affaire des nitrofuranes.

Les nitrofuranes, un groupe d'antibiotiques utilisés dans l'élevage des crevettes pour inhiber la croissance bactérienne, sont des agents chimiques réputés cancérigènes et proscrits dans la plupart des pays, parmi lesquels les membres de l'UE qui en interdisent formellement toute présence dans les crevettes et d'autres produits alimentaires depuis 1994. Dans la pratique, toutefois, en raison de la sensibilité limitée des techniques utilisées, l'UE ne pouvait détecter la présence d'antibiotiques qu'au-delà de 5 ppb (parties par milliard), fixant ainsi une limite de facto aux yeux des pays exportateurs. Ce n'est que grâce à l'introduction ultérieure de nouvelles techniques d'analyse que le seuil de détection a pu être abaissé à 0,05 ppb et que des fonctionnaires des douanes de l'UE ont découvert, en février 2002, la présence de nitrofuranes dans des crevettes importées de Thaïlande.

Cette découverte a conduit l'UE à abandonner la procédure d'échantillonnage aléatoire appliquée jusqu'alors au profit d'une inspection systématique de tous les lots de crevettes importés de Thaïlande et d'autres pays asiatiques. Cette décision a eu pour conséquence directe de faire chuter les importations de crevettes congelées en provenance de Thaïlande, qui sont passées de 7 000 tonnes (t) en 2001 à 1 850 t en 2002, puis à moins de 700 t en 2003 (TFFA 2005). Dans un premier temps, la situation a provoqué l'indignation du secteur thaïlandais de la crevetticulture, celui-ci estimant que la mesure européenne instaurait des barrières commerciales injustifiées et appelant à des représailles de la part du gouvernement thaïlandais. Le porte-parole des exportateurs a dénoncé le caractère unilatéral de la mesure et l'invocation abusive de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Manarungsan et al. 2005). Toutefois, assez rapidement, l'association des acheteurs de crevettes s'est résignée aux nouvelles règles et de nouvelles mesures de contrôle ont été introduites afin d'éviter la présence, à des niveaux inacceptables, d'antibiotiques interdits dans des crevettes destinées à l'exportation.

Le marché européen de la crevette est exigeant, car l'environnement et la sécurité sanitaire des aliments suscitent des préoccupations croissantes chez les consommateurs (Knowles et al. 2007). Ces derniers exigent notamment la pratique d'un élevage raisonné et contrôlé, le respect de la réglementation relative à l'usage d'antibiotiques, des normes éthiques en matière d'emploi, la traçabilité, l'absence d'ingrédients génétiquement modifiés dans l'alimentation animale, la durabilité des farines de poisson, le bien-être animal, la non utilisation de techniques génétiques dans la reproduction des crevettes et l'absence de dioxines, de PCB, de métaux lourds, de substances agrochimiques ou d'irradiation dans le produit final (FAO 2004). Il n'en reste pas moins que l'UE importe environ 50 % des crevettes commercialisées à l'échelle internationale, ce qui en fait le principal marché de la crevette dans le monde. On comprend ainsi pourquoi, en dépit de la faible part de marché détenue à l'époque par la Thaïlande (3,5 %), le retentissement international de l'interdiction décrétée par l'UE a suscité une réaction aussi vive du secteur privé et des pouvoirs publics d'autres pays importateurs (Manarungsan et al. 2005).

La pression des consommateurs européens a conduit les pouvoirs publics thaïlandais à faire appliquer un Code de conduite pour une crevetticulture responsable. Ce code avait été élaboré dès les années 90 afin d'encadrer les pratiques de la filière crevette, soucieuse d'assumer la responsabilité de son impact environnemental, social et économique (Nissapa 2002). Toutefois, les recommandations contenues dans le Code n'avaient jamais été mises en œuvre ni appliquées, car, jusqu'à la découverte de nitrofuranes par les autorités de l'UE, elles n'étaient guère prises au sérieux. Parmi les principales mesures préconisées dans le Code figurent l'interdiction d'utiliser des antibiotiques proscrits, dont les nitrofuranes, la réalisation d'analyses plus nombreuses et de meilleure qualité, la passation de contrats avec des fournisseurs fiables, et un renforcement de la traçabilité et de la transparence tout au long de la filière crevette. Dès lors que tous les intervenants de la chaîne de production adhèrent aux prescriptions du Code, le produit final peut prétendre au label « crevette de qualité thaïlandaise ». Après plusieurs années de promotion active, ce dispositif est désormais admis comme le label de référence dans le commerce international de la crevette thaïlandaise.

Le Code de conduite national a contraint les éleveurs de crevettes thaïlandais à abandonner l'usage de subsistances prohibées et a instauré un contrôle accru du respect de la réglementation. Cette situation a poussé un certain nombre d'éleveurs à abandonner la

filière de la crevette, un choix facilité par la baisse de leurs revenus due à une diminution de la demande de crevettes thaïlandaises sur le marché mondial. Toutefois, ce sont les usines de transformation et, notamment celles détenues par CP (Charoen Popkhand), la plus grosse société agroalimentaire du pays, qui ont dû fournir les informations nécessaires à l'UE pour éviter des pertes économiques encore plus lourdes. Elles ont alors cherché à exercer un contrôle direct sur les éleveurs avec l'aide des services de vulgarisation de l'État. Les aquaculteurs n'ont pas pris une part active au processus et se sont retrouvés contraints d'adhérer à des critères de qualité stricts et de répondre aux demandes d'information des sociétés de transformation. Ce faisant, CP et les autres sociétés de transformation thaïlandaises ont joué un rôle clé dans la transposition des exigences du marché mondial dans les pratiques locales des producteurs du littoral thaïlandais.

L'introduction de ce Code de conduite montre clairement que le modèle actuel de gouvernance ne peut être organisé par les seuls États-nations au sens classique du terme. Les zones de production, les structures commerciales et les lieux de consommation peuvent se déplacer rapidement d'un lieu à l'autre, échappant au contrôle des gouvernements nationaux. La bonne gestion du commerce mondial de la crevette appelle donc l'action conjointe de diverses structures gouvernementales et d'acteurs non gouvernementaux à différents niveaux, et la création de liens entre les dynamiques locales en jeu aux deux extrémités de la chaîne mondiale de valeur, à savoir, la production et la consommation. Cet exemple illustre également comment les pouvoirs publics, les négociants ou les sociétés de transformation traduisent les préoccupations des consommateurs sous forme de normes et de directives imposées aux producteurs sans solliciter la participation active de ces derniers. Les éleveurs de crevette semblent être les destinataires passifs de ces directives alors que c'est à eux qu'il incombe de les mettre en œuvre et, ce faisant, de les interpréter de manière précise.

Réseaux de petit commerce dans le delta du Mékong

La majorité des fermes crevetticoles d'Asie du Sud-Est continuent d'échapper à l'influence directe de normes et de programmes de certification tels que ceux introduits en Thaïlande. Les aquaculteurs n'en sont pas moins influencés par un ensemble de mécanismes à l'œuvre au sein des chaînes de valeur mondiales et locales. Après avoir démontré l'influence des consommateurs sur les producteurs au travers de l'affaire des nitrofuranes, nous analysons ci-dessous l'exemple d'Ab Cho, situé dans le delta du Mékong, au Viêt Nam, lequel illustre la dynamique entourant l'accès à la chaîne de valeur et la gouvernance par les producteurs.

Ab Cho est un hameau côtier de la province de TraVinh. Il révèle toute la complexité des mécanismes coutumiers de production et de commerce qui encadrent les activités des petits pêcheurs et aquaculteurs des zones côtières marginales (Bush 2006). Le village tirait depuis toujours sa subsistance de la pêche côtière. Pourtant, au milieu des années 2000, environ 90 % des foyers du hameau avaient créé leur propre ferme aquacole de crevettes dans des zones de mangroves, avec le soutien des pouvoirs publics. Comme dans de nombreux systèmes extensifs de production de crevettes en Asie du Sud-Est, les éleveurs ont dû faire face à un ensemble de risques économiques et de production (Bush et al. 2010). Les épidémies chroniques de maladies telles que le syndrome des tâches blanches ont limité les récoltes à un tiers seulement des bassins et laissé les éleveurs dans une grave situation d'endettement.

Lorsqu'ils parviennent à produire, les éleveurs écoulent leurs crevettes au travers d'un réseau sinueux de collecteurs et de négociants qui revendent les produits à des transformateurs, lesquels exportent les crevettes vers les marchés internationaux. Contrairement aux éleveurs thaïlandais relativement bien informés, les crevetticulteurs d'Ab Cho n'ont qu'une idée très vague de la destination finale et des modalités de distribution et de consommation de leurs crevettes. Les informations dont ils disposent proviennent des fonctionnaires locaux, des médias et des négociants locaux, et portent essentiellement sur les méthodes d'élevage telles que l'ensemencement, l'alimentation et la gestion des maladies, et sur les prix du marché. Les éleveurs considèrent souvent comme plus fiables les informations techniques fournies par les négociants et les membres de l'élite locale en raison de leur proximité avec la communauté. Les informations relatives aux marchés proviennent également des négociants, lesquels croisent parfois les éleveurs plusieurs fois par jour, au guidon de leur moto.

Les aquaculteurs sont connectés aux flux mondiaux de marchandises, mais cela se fait par l'intermédiaire de réseaux commerciaux complexes eux-mêmes directement soumis à de nombreuses influences d'origine sociale, culturelle et politique. Le respect des normes de production, qu'elles soient nationales ou internationales, ou la planification de la production en fonction d'informations sur l'état du marché ne relèvent pas d'un simple processus de mise en conformité, d'éducation et d'acquisition de capacités techniques. L'amélioration de la production et de la vente repose davantage sur la capacité des producteurs à négocier des relations locales complexes au sein de ce que l'on pourrait appeler des « réseaux de petit commerce », souvent organisés selon une structure patriarcale et fondés sur l'endettement. Les éleveurs qui parviennent à négocier un accès aux marchés entretiennent souvent des rapports sociaux préexistants avec des négociants ou des rapports formels avec les élites locales (un constat corroboré par Belton et al. 2011 ; Ruddle 2011). Comme l'a fait valoir la présidente de l'Association des femmes de la commune, la survie d'un éleveur de crevettes tient moins à son accès à l'information et au capital qu'à ses contacts avec des négociants fiables et justes. D'une manière générale, les éleveurs nouent et entretiennent des rapports de patron à client avec leurs négociants. Ces derniers proposent des prix plus faibles au départ de l'exploitation en échange d'un accès permanent au crédit, à la trésorerie, à l'information et aux marchés.

Ces réseaux de petit commerce permettent aux sociétés de transformation de collecter de petits volumes

de crevettes sur une zone géographique étendue à un moindre coût. Mais la sinuosité de la filière de collecte et d'achat limite considérablement les possibilités d'informer les producteurs des nouvelles exigences en matière de sécurité sanitaire ou des dernières normes environnementales. Une alternative s'offre alors aux sociétés de transformation. Soit elles intègrent les négociants à leur propre filière commerciale, soit elles les contournent et tentent d'établir un contact direct avec les producteurs. La société de transformation la mieux implantée à Ab Cho a opté pour cette dernière option, et a mis en place plusieurs points de collecte ou « comptoirs » destinés aux éleveurs. Ces antennes de la société fournissent aux éleveurs des informations sur des questions techniques et sur les marchés, et proposent l'achat d'aliments pour crevettes à crédit. À première vue, les éleveurs semblent avoir tout intérêt à nouer une relation directe avec la société. Pourtant, dans la pratique, l'approche choisie par la société de transformation semble avoir échoué. Bien que le système ait permis aux éleveurs de surmonter de nombreuses difficultés, ces derniers se montrent réticents à couper les liens avec les négociants locaux.

Ce phénomène soulève la question du rôle joué par ces « intermédiaires ». Faut-il y voir des chasseurs de rente qui tirent vers le bas les revenus des éleveurs et renchérissent les coûts des sociétés de transformation, ou des acteurs clés, ancrés dans la réalité sociale et culturelle, fournisseurs d'accès aux marchés et d'informations aux franges périphériques de l'économie mondiale ? Si les sociétés de transformation choisissent d'ignorer ces acteurs, la « zone d'ombre » des chaînes de valeur mondiales risque fort de perdurer. Si ces mêmes sociétés nouent des liens plus directs avec les négociants et les collecteurs, en les intégrant dans les circuits d'information et de commercialisation de la chaîne de valeur mondiale de la crevette, elles pourront exploiter la capacité des négociants à créer et à transposer des flux d'information formels (commerciaux) et informels (patriarcaux). Des relations plus souples, reposant sur la confiance, pourront ainsi voir le jour, permettant aux éleveurs de jouir d'un accès plus prévisible aux marchés tout en limitant le risque et l'incertitude liés à la production, à la disponibilité de financements et au commerce.

Conclusions

L'analyse de la dynamique globale du commerce et de la réglementation démontre l'influence que peuvent exercer les mécanismes mondiaux de gouvernance sur des pratiques de production locales. Si les effets conjugués des attributs verticaux et horizontaux des filières de production illustrent cette dynamique mondiale pluriscalaire, il importe également de ne pas perdre de vue les cadres spécifiques dans lesquels opèrent les pêcheurs et les aquaculteurs au plan local, y compris l'accès à la terre, à la technologie, aux informations sur le marché, aux financements et aux échanges commerciaux. L'influence des mécanismes mondiaux de gouvernance à l'œuvre dans les chaînes de valeur sur les pratiques de production des communautés côtières doit recevoir une attention renforcée, d'autant que ces mécanismes gagnent de l'importance dans la région Asie-Pacifique, une importance dont atteste le nombre croissant de pêcheries et d'exploitations aquacoles sollicitant une certification MSC et ASC.

Au moment où la société, et notamment les consommateurs, exige une plus grande responsabilité dans les méthodes de production du poisson, les labels sont perçus comme un instrument de gouvernance citoyenne. Une meilleure compréhension des interactions entre les différents acteurs de la chaîne de valeur peut renforcer les résultats sociaux et environnementaux (Bush 2010). Si les modalités de circulation de l'information et des produits sont bien connues entre les détaillants, les grossistes, les importateurs et les exportateurs, notre connaissance des interactions entre exportateurs et producteurs au sein des réseaux de commerce locaux reste très insuffisante. Les petits producteurs de poisson ne pourront se conformer aux exigences croissantes en matière de production que si les normes de certification prennent davantage en considération le contexte local, y compris les conditions d'accès au marché, au financement et à l'information. Faute de quoi la participation des petits producteurs du « monde en développement » aux instruments de gouvernance tels que la certification restera limitée — un problème constaté de longue date s'agissant du MSC (Gulbrandsen 2009) et auquel l'ASC risque elle aussi de se trouver confrontée.

Un examen attentif des possibilités d'accès aux réseaux de petit commerce révèle comment les producteurs, dans le contexte local, peuvent répondre au consumérisme politique qui vise à renforcer la durabilité sociale et environnementale des pratiques de production. Si l'on veut instaurer des systèmes de production plus équitables au plan social et environnemental, il faudra tenir compte de réseaux complexes, ancrés dans le tissu social, qui contrôlent les flux d'information et de capital par le biais des chaînes de valeur mondiales, concevoir des solutions novatrices permettant aux producteurs de pérenniser les pratiques d'élevage efficaces, et obtenir le soutien des autorités locales avant de déployer des mécanismes de gouvernance mondiaux au travers des marchés locaux, régionaux et internationaux.

De nouvelles recherches s'imposent pour mieux comprendre comment les réseaux de petit commerce facilitent la création de passerelles entre les niveaux local et mondial. Il conviendra notamment de s'intéresser aux interventions politiques susceptibles de favoriser l'émergence d'une culture mondiale de l'audit, transcendant les savoirs locaux et les contrats sociaux. Si toutes les hypothèses restent axées sur la modernisation, et par conséquent, sur l'intégration verticale des chaînes de valeur mondiales, la fonction des réseaux de négociants, à savoir la réduction des risques et la promotion d'échanges commerciaux au long cours en provenance de régions qui resteraient autrement en marge du commerce mondial, est appelée à disparaître. Il devient dès lors essentiel de décrire la complexité des réseaux commerciaux formels et informels situés en amont des producteurs et en aval des exportateurs pour appréhender les chaînes mondiales de produits dans leur intégralité verticale et horizontale et pour élabo-

rer des mécanismes de gouvernance efficaces propres à favoriser la durabilité sociale et environnementale.

Bibliographie

Barnett C., Cloke P., Clarke N. and Malpass A. 2011. Globalizing responsibility. The political rationalities of ethical consumption. Chichester: Wiley-Blackwell.

Belton B., Little D.C. and Sinh L.X. 2011. The social relations of catfish production in Vietnam. Geoforum 42(5):567–577.

Bush S.R. 2006. Livelihoods, markets and governance: market access and value adding for small-scale fishers in the Lower Mekong Basin. Phnom Penh, Cambodia, Oxfam America.

Bush S.R. 2010. Governing 'spaces of interaction' for sustainable fisheries. Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie 101(3):305–319.

Bush S.R. and Oosterveer P. 2007. The missing link: Intersecting governance and trade in the space of place and the space of flows. Sociologia Ruralis 47(4):384–400.

Bush S.R., Van Zwieten P.A.M., Visser L., Van Dijk H., Bosma R., De Boer W.F. and Verdegem M. 2010. Scenarios for resilient shrimp aquaculture in tropical coastal areas. Ecology and Society 15(2):15. [online] URL: http://www.ecologyandsociety.org/vol15/iss2/art15/

Cambridge T., Martin S., Nimmo F., Grieve C., Walmsley S., Huntington T., Cappell R. and Agnew D. 2011. Researching the environmental impacts of the MSC certification programme. London, Report submitted to the MSC by MRAG, Poseiden, Meridian Prime.

Coe N.M., Dicken P. and Hess M. 2008. Global production networks: Realizing the potential. Journal of Economic Geography 8:271–295.

FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). 2004. The state of food and agriculture 2003–2004: Agricultural biotechnology meeting the needs of the poor? Rome, Italy, Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Gereffi G., Humphrey J. and Sturgeon T. 2005. The governance of global value chains. Review of International Political Economy 12:78–104.

Gibbon P. and Ponte S. 2005. Trading down. Africa, value chains, and the global economy. Philadelphia: Temple University Press.

Goodman D. and Dupuis E.M. 2002. Knowing food and growing food: Beyond the production-consumption debate in the sociology of agriculture. Sociologia Ruralis 42(1):5–22.

Gulbrandsen L.H. 2009. The emergence and effectiveness of the Marine Stewardship Council. Marine Policy 33(4):654–660.

Jacquet J.L., Hocevar J., Lai S., Majuf P., Pelletier N., Pitcher T.J., Sala E., Sumaila R. and Pauly D. 2009. Conserving wild fish in a sea of market-based efforts. Oryx 44(1):45–56.

Knowles T., Moody R. and McEachern M.G. 2007. European food scares and their impact on EU food policy. British Food Journal 109(1):43–67.

Manarungsan S., Naewbanij J. and Rerngjakrabhet T. 2005. Shrimp, fresh asparagus, and frozen green soybeans in Thailand. World Bank Agriculture and Rural Development Discussion Paper 16. Washington, The World Bank.

Micheletti M. 2003. Political virtue and shopping. Individuals, consumerism, and collective action. New York: Palgrave MacMillan.

Nissapa A. 2002. Shrimp farming in Thailand: A review of issues. EU INCO-Dev project PORESSFA No. IC4-CT-2001-10042.

OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). 2010. Globalisation in fisheries and aquaculture; opportunities and challenges. Paris: OECD.

Oosterveer P. 2005. Global food governance. Wageningen, The Netherlands, Wageningen University. PhD.

Oosterveer P. and Sonnenfeld D.A. 2012. Food, globalization and sustainability. London and New York: Earthscan.

Parkes G., Young J.A., Walmsley S.F., Abel R., Harman J., Horvat P., Lem A., MacFarlane A., Mens M. and Nolan C. 2010. Behind the signs — A global review of fish sustainability information schemes. Reviews in Fisheries Science 18(4):344–356.

Ruddle K. 2011. "Informal" credit systems in fishing communities: Issues and examples from Vietnam. Human Organization 70(3):224–232.

TFFA (Thailand Frozen Foods Association). 2005. Fresh and frozen shrimp exports 1999–2003. [WWW document]. URL http://www.thai-frozen.or.th/fact/sub2_shrimp_exp.htm (accessed 19 April 2006).

Thorpe A., Williams S. and Zyl J.v. 2005. The post-harvest chain. p. 109–132. In: Kooiman J., Bavinck M., Jentoff S. and Pullin R.S. Fish for life: Interactive governance for fisheries. Amsterdam (eds). Amsterdam University Press.

Whatmore S. and Thorne L. 1997. Nourishing networks. Alternative geographies of food. p. 287–304. In: Goodman D. and Watts M. (ed). Globalizing food. Agrarian questions and global restructuring. London: Routledge.

Partenariat mondial en faveur de la recherche sur la pêche artisanale — « Too big to ignore »[1]

Ratana Chuenpagdee [2]

Résumé

Environ 8 % de la population mondiale vit de la pêche. Pour la plupart, les pêcheurs pratiquent une activité à petite échelle, si bien que les informations disponibles à leur sujet sont assez pauvres et disséminées. D'une manière générale, la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire, au bien-être des populations et à la préservation des ressources n'est pas prise en compte dans les instances décisionnaires et politiques. Le manque d'informations précises sur les pêcheries artisanales entraîne systématiquement une sous-évaluation de l'importance qu'elles pourraient avoir dans la résolution de problèmes mondiaux comme la malnutrition, la pauvreté et la réduction de la biodiversité. Le partenariat mondial « Too big to ignore » en faveur de la recherche sur la pêche artisanale a été mis en place pour remédier à ce manque de reconnaissance dans les politiques nationales et internationales, faire avancer la recherche et améliorer les dispositifs de gouvernance afin de relever les défis qui se posent à la pêche à un niveau mondial.

Introduction

La pêche fait vivre 560 millions de personnes, soit approximativement 8 % de la population mondiale, une tendance qui est en augmentation (Eide et al. 2011). Sur environ 34 millions de pêcheurs en activité, plus de 90 % sont des pêcheurs aux petits métiers (Béné 2005 ; FAO 2010). Les artisans pêcheurs sont reconnus pour la variété de leurs techniques, méthodes et engins de pêche, leur connaissance intime des écosystèmes marins, la diversité des gagne-pain des ménages, l'importante partie des prises qui sont partagées et consommées dans les ménages et dans la communauté et leur participation au commerce local et mondial des produits de la mer (Allison et Ellis 2001 ; Bavinck 2011 ; Chuenpagdee 2011). Malgré l'importance de la pêche artisanale sur le plan social, culturel et économique, elle est souvent mise de côté, omise ou purement et simplement ignorée (Pauly 2006). Dans de nombreux pays, cette exclusion se traduit par un faible soutien financier, institutionnel et scientifique au secteur et par une sous-représentation de ses intérêts lors des discussions sur les politiques à mettre en place (Béné et Friend 2011 ; Salas et al. 2007). Le discours dominant sur le piètre état du secteur halieutique mondial a contribué à noyer les contributions des communautés d'artisans pêcheurs à la conservation des ressources, à la sécurité alimentaire, à l'atténuation de la pauvreté, au bien-être et à la résilience sociale et à la préservation du patrimoine culturel (ex. : Srinivasan et al. 2010 ; Symes et Phillipson 2001 ; Thorpe et al. 2007). De plus, la sous-évaluation de l'importance économique que représente la pêche artisanale pour le quotidien des ménages du littoral est une tendance mondiale et des efforts concertés doivent être engagés afin que les artisans pêcheurs demeurent « libres » et capables de contribuer au maintien d'un environnement viable et au bien-être socioéconomique de la population locale (Jentoft 2011).

À l'issue du premier Congrès mondial sur la pêche traditionnelle (WSFC) qui s'est tenu en octobre 2010 à Bangkok (Thaïlande), le partenariat mondial « Too big to ignore » en faveur de la recherche sur la pêche artisanale a été mis en place. Il s'agit d'un forum destiné à promouvoir la recherche collective, le dialogue sur les politiques et la défense des intérêts de la pêche artisanale partout dans le monde. Le partenariat a pour but de donner à la pêche traditionnelle sa juste place dans les politiques nationales et internationales et de développer la recherche afin de mettre au point une politique de la pêche en phase avec les problèmes mondiaux de sécurité alimentaire et de durabilité. Les objectifs précis du partenariat sont les suivants :

- promouvoir, preuves à l'appui, la reconnaissance et la connaissance de la contribution de la pêche artisanale à la subsistance des populations, à leur bien-être, à l'allègement de la pauvreté et à la sécurité alimentaire ;
- étudier sa contribution potentielle à la croissance économique, au développement, à une gestion avisée des ressources, au maintien d'un environnement viable et à la résilience des communautés ;
- estimer la vulnérabilité des populations face aux changements anthropiques mondiaux, comme le développement de la pêche industrielle, le changement climatique, le développement de l'aquaculture, le tourisme, la mise en place d'aires marines protégées, la privatisation des zones côtières, l'urbanisation et les flux migratoires ;

[1] D'après la proposition de partenariat présentée au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, voir www.toobigtoignore.net pour plus d'information. Les résultats de la demande de financement seront communiqués au printemps 2012.

[2] Chaire de recherche du Canada, Natural Resource Sustainability and Community Development, Department of Geography, Memorial University of Newfoundland, St. John's, Terre-Neuve, Canada. Courriel : ratanac@mun.ca

- encourager un dialogue sur les politiques à mettre en place et apporter des informations susceptibles d'améliorer la prise de décision sur la pêche artisanale ; et
- améliorer les connaissances et renforcer la capacité de recherche et de gouvernance à l'échelon local et mondial pour assurer l'avenir de cette pêche.

Éléments principaux

Le partenariat « Too big to ignore » s'articule autour de trois composantes étroitement liées. Premièrement, un système informatique de collecte de données sur la pêche artisanale (appelé ISSF) sera conçu afin de consigner les éléments constitutifs de ce secteur et ainsi entreprendre une analyse multi-niveau et multi-scalaire de ses contributions. Sur la base de travaux préliminaires de Chuenpagdee et al. (2006), l'ISSF comprendra, entre autres, des informations concernant toutes les étapes de la filière artisanale, de la capture du poisson à sa consommation finale (Johnson et al. 2005). Seront ainsi détaillés le type et la nature des activités de pêche, la gamme d'activités de subsistance des pêcheurs, leur relation avec les acheteurs et les prêteurs, les normes et règles applicables ainsi que les grands enjeux et problèmes du secteur. Le système sera une page Web, accessible gratuitement à tous ceux qui voudraient partager des informations ou en apprendre davantage sur la pêche artisanale. Une interface conviviale et des outils d'analyse et de visualisation sont les éléments clés qui caractériseront cette base de données, l'idée étant d'encourager la participation des utilisateurs, de faciliter la communication et d'aider à la prise de décision.

La deuxième composante du partenariat consiste à définir les pistes de recherche qui permettront de mieux aborder les problèmes liés au secteur de la pêche artisanale. Afin de mener une étude approfondie et ciblée sur le secteur de la pêche artisanale, cinq pistes de recherche formulées sous forme de questions ont été dégagées en se basant sur les avis de certains participants au WSFC, les priorités de recherche établies par 161 personnes via un sondage en ligne, et les discussions régionales tenues avec les parties prenantes, dont des membres d'associations de pêcheurs et les représentants d'organisations de protection de l'environnement. 1) *Comment pouvons-nous améliorer la viabilité économique de la pêche artisanale et renforcer sa résilience face aux changements de grande échelle ?* Cette question est née de la prise de conscience que la pêche artisanale contribue à la création d'emplois et représente une part importante du revenu des ménages. Or, on ne dispose pas d'éléments suffisants pour déterminer la viabilité économique du secteur. De même, on sait que les changements de grande échelle dans les sphères économiques, sociales, politiques et environnementales affectent directement les artisans pêcheurs partout dans le monde ; mais on ignore encore dans quelle mesure. Ce manque d'information crée un climat d'incertitude qui freine l'adoption des politiques et des mesures nécessaires pour faire face aux transformations actuelles notamment dans le domaine du changement climatique (Cheung et al. 2009), du commerce et des subventions (Sumaila et al. 2007) et des systèmes de certification des produits (Goyert et al. 2010 ; Ponte 2008). Cela pourrait accroître la vulnérabilité des pêcheries artisanales.

Des années d'études sociologiques ont démontré que la pêche artisanale est une activité essentielle au bien-être des communautés et qu'elle contribue de manière significative à la sécurité alimentaire, à la subsistance des hommes, femmes et enfants, à la bonne santé des communautés, à la création d'une identité communautaire et à la cohésion sociale (ex. : Acheson et Gardner 2010 ; Bennett 2005). Le fait que cette réalité ne soit pas prise en compte dans les politiques sur la pêche laisse à penser qu'une évaluation complète de cette activité pourrait être profitable. D'où la question : 2) *Quels aspects de la pêche artisanale devraient être mis en avant afin de faire valoir sa contribution actuelle et potentielle au niveau social et son importance sociétale* ? La visée des futures études est de cerner l'intérêt de la pêche artisanale, au-delà des retombées économiques, en envisageant notamment les dimensions culturelles, historiques et intergénérationnelles.

L'autre grande question — 3) *Que pouvons-nous faire pour réduire l'impact écologique de la pêche artisanale et favoriser une meilleure gouvernance ?* — part du constat suivant : différents types d'engins ont des impacts à plusieurs niveaux (Chuenpagdee et al. 2003) et les politiques de gestion halieutique doivent mettre en balance les facteurs en jeu en distinguant les différentes capacités et flexibilités d'action des engins et des flottilles (McConney et Charles 2010). Étant donné que les artisans pêcheurs sont nombreux et exercent pour la plupart du temps leur activité dans des endroits isolés, souvent sans systèmes de contrôle, évaluer l'impact écologique de ce secteur est compliqué. Il est nécessaire de combiner des méthodes scientifiques, la modélisation et les savoirs locaux pour évaluer pleinement l'empreinte écologique de la pêche artisanale. À côté de cela, il faut promouvoir une gestion avisée des ressources et la conservation de l'environnement.

La pêche est loin d'être le seul phénomène qui intervient le long du littoral. La croissance démographique, l'aquaculture, l'essor du secteur touristique, la mise en place d'aires marines protégées, la demande croissante de poissons et produits de la mer, l'apparition d'autres secteurs d'activité comme l'industrie pétrolière et gazière en offshore sont autant de facteurs qui contribuent à l'intensification de la concurrence pour les zones côtières (ex. : Chen 2010 ; Pascual 2004). Ce sont les artisans pêcheurs qui souffrent le plus des effets de cette concurrence étant donné qu'ils ont besoin d'avoir accès à ces zones pour exercer leurs activités telles que le ramassage de coquillages, la pêche à pied, la pêche à la senne à proximité des rivages ou depuis la plage, le débarquement des prises ou le mouillage des bateaux. Ainsi se pose la quatrième question : 4) *Quels mécanismes devons-nous mettre en place afin de préserver le mode de vie, l'espace physique et les droits des pêcheurs ?* L'étude des facteurs et des conditions associées au déplacement des artisans pêcheurs, à la modification de leurs modalités d'accès aux zones de pêche, et à leurs droits d'exploitation et de gestion guidera la recherche sur cette question (Pinkerton et Edwards 2009).

La dernière grande question porte sur la gouvernance : 5) *Quelles institutions et quels principes devraient être mis en place pour une bonne gouvernance des* pêches ? En réalité, les modes de gouvernance actuels s'appliquent majoritairement à la pêche à grande échelle et ne prennent pas en considération les intérêts des artisans pêcheurs ou ne leur permettent pas de s'impliquer directement dans le processus de gouvernance. Vu la diversité, la complexité et les dynamiques de l'activité de pêche artisanale à travers le monde ainsi que la différence entre les pêcheries artisanales et les pêcheries à grande échelle, il est difficile d'appréhender la question de la gouvernance (Jentoft et Chuenpagdee 2009). Des institutions plus efficaces ou différentes pourraient s'avérer nécessaires si l'on veut permettre aux artisans pêcheurs de trouver leur place et leur voix dans le contexte économique, social et politique actuel. Il faut reconnaître que les principes de gouvernance, les normes et les valeurs qui conviennent à la pêche artisanale ne sont pas forcément les mêmes que ceux applicables à la pêche à grande échelle (Kooiman et Jentoft 2009). Sur ce point, il faudra conduire des recherches pour déterminer dans quelle mesure les institutions et systèmes de gouvernance déjà en place contribuent à l'amélioration de la gouvernance des pêcheries ou l'entravent.

La dernière composante du partenariat vise la création de synergies, la collecte d'un maximum d'informations et le renforcement des capacités. Les conclusions de l'étude mondiale du secteur, fondée sur les données de l'ISSF, les résultats des multiples études de cas approfondies sur les questions précitées seront intégrés, synthétisés et retransmis aux parties prenantes des pêcheries artisanales et aux responsables politiques. Ces informations serviront aussi de point de départ à la création d'un projet de formation professionnelle dans le domaine de la pêche. Il s'agira d'une formation transdisciplinaire, disponible en plusieurs langues et sous différentes modalités : enseignement à distance, auto-apprentissage en ligne et hors ligne, stages sur le terrain ou encore formations dans le cadre de programmes universitaires et autres. Chaque module de la formation intégrera des outils et des méthodes d'enseignement et d'apprentissage modernes qui permettront une connaissance pluridirectionnelle de la pêche artisanale. La partie pratique s'articulera autour d'études de cas de dimension régionale et mondiale. Les étudiants pourront interagir et communiquer entre eux et avec les « experts présents sur place » membres du partenariat ou d'autres programmes, le but étant d'encourager les échanges et l'apprentissage. Les institutions et associations communautaires qui voudraient avoir accès à ces formations seront invitées à contribuer aux études de cas pour enrichir notre connaissance de la pêche artisanale à travers le monde.

Conclusion

Les pêcheries artisanales forment un système socioécologique dynamique et complexe. En cela, il pose de vrais défis en matière de recherche et de gouvernance et nécessite la mise en place d'un cadre de recherche complet, fondé sur de multiples composantes disciplinaires et capable de transcender la dimension unidisciplinaire pour embrasser une approche transdisciplinaire (Tress et al. 2003). Pour tout le volet méthodologique et théorique nécessaire pour mener des études de cas approfondies, on privilégiera une approche unidisciplinaire en empruntant les outils et les démarches propre à l'anthropologie, la biologie de la conservation, l'écologie, l'économie, la géographie, l'histoire, les sciences politiques, l'administration publique et la sociologie. Pour tout le volet terrain, une approche transdisciplinaire de la pêche artisanale sera conçue et mise à l'épreuve. Le partenariat « Too big to ignore » rassemble un large éventail d'experts de multiples disciplines, des plus jeunes aux plus expérimentés, qui travaillent en collaboration avec les pêcheurs, les spécialistes de la gestion halieutique, les membres de communautés et autres personnes au parcours non universitaire. L'accent est mis sur des travaux de recherche appliquée et contextualisée et sur l'analyse comparative des pêcheries dans le monde. Les enseignements tirés de ces études de cas et les synthèses mondiales mèneront à une convergence des savoirs et à une nouvelle manière de penser les dynamiques de la pêche artisanale. Ils orienteront les efforts de réduction de la vulnérabilité de la pêche artisanale face aux chocs naturels et économiques et permettront aussi d'augmenter la capacité d'adaptation et d'action du secteur de la pêche artisanale face à des processus de changement s'opérant au niveau mondial. Enfin, le partenariat permettra une plus grande reconnaissance de la pêche artisanale et dotera le secteur de moyens d'agir au niveau politique et sur des sujets tels que la sécurité alimentaire, l'allègement de la pauvreté, le développement des communautés locales, et la durabilité environnementale et économique.

Remerciements

L'idée d'un partenariat est née des discussions du Congrès mondial sur la pêche traditionnelle. L'élaboration du projet de partenariat a été financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Plusieurs personnes ont contribué à la définition des objectifs et orientations du partenariat. Je remercie tout particulièrement Alida Bundy, Reade Davis, Svein Jentoft, Derek Johnson et Theresa Heath pour leur participation.

Bibliographie

Acheson J.M. and Gardner R. 2010. The evolution of conservation rules and norms in the Maine lobster industry. Ocean and Coastal Management 53(9):524–534.

Allison E.H. and Ellis F. 2001. The livelihoods approach and management of small-scale fisheries. Marine Policy 25(5):377–388.

Bavinck M. 2011. The megaengineering of ocean fisheries: A century of expansion and rapidly closing frontiers. p. 257–273. In: Brunn S.D. (ed). Engineering earth: The impacts of megaengineering projects. Dordrecht: Kluwer.

Béné C. 2005. Small-scale fisheries: Assessing their contribution to rural livelihoods in developing countries. Rome: FAO Fisheries Circular No. 1008.

Béné C. and Friend R.M. 2011. Poverty in small-scale fisheries: old issue, new analysis. Progress in Development Studies 11(2):119–144.

Bennett E. 2005. Gender, fisheries and development. Marine Policy 29(5):451–459.

Chen C.-L. 2010. Diversifying fisheries into tourism in Taiwan: Experiences and prospects. Ocean and Coastal Management 53(8):487–492.

Cheung W.W.L., Close C., Kearney K., Lam V., Sarmiento J., Watson R. and Pauly D. 2009. Projections of global marine biodiversity impacts under climate change scenarios. Fish and Fisheries 10:235–251.

Chuenpagdee R. 2011. Thinking big on small-scale fisheries. p. 226–240. In: Christensen V. and Maclean J. (eds). Ecosystem approaches to fisheries: A global perspective Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Chuenpagdee R., Liguori L., Palomares M.L.D. and Pauly D. 2006. Bottom-up, global estimates of small-scale fisheries catches. Fisheries Centre Research Report 14(8), 112 p. http://www.fisheries.ubc.ca/publications/

Chuenpagdee R., Morgan L.E., Maxwell S.M., Norse E.A. and Pauly D. 2003. Shifting gears: Assessing collateral impacts of fishing methods in the US waters. Frontiers in Ecology and the Environment 1(10):517–524.

Eide A.H., Bavinck M. and Raakjaer J. 2011. Avoiding poverty — Distributing wealth in fisheries. p. 13–25. In: Jentoft S. and Eide A.H. (eds). Poverty mosaics: Realities and prospects in small-scale fisheries. Dordrecht, London: Springer.

FAO. 2010. The state of world fisheries and aquaculture 2010. Rome: FAO Publication.

Goyert W., Sagarin R. and Annala J. 2010. The promise and pitfalls of Marine Stewardship Council certification: Maine lobster as a case study. Marine Policy 34(5):1103–1109.

Jentoft S. 2011. Fisheries development as freedom. p. 367–379. In: Chuenpagdee R. (ed). World small-scale fisheries: Contemporary visions. Delft: Eburon Academic Publishers.

Jentoft S. and Chuenpagdee R. 2009. Fisheries and coastal governance as wicked problems. Marine Policy 33:553–560.

Johnson D., Thorpe A., Bavinck M. and Kulbicki M. 2005. Links in the fish chain. p. 133–144. In: Kooiman et al. (eds). Fish for life: Interactive governance for fisheries. Amsterdam: Amsterdam University Press.

Kooiman J. and Jentoft S. 2009. Meta-governance: Values, norms and principles, and the making of hard choices. Public Administration 87:818–836.

McConney P. and Charles A.T. 2010. Managing small-scale fisheries: Moving toward people-centered perspectives. p. 532–545. In: Grafton et al. (eds). Handbook of marine fisheries conservation and management. New York: Oxford University Press.

Pascual J.J. 2004. Littoral fishermen, aquaculture and tourism in the Canary Islands: Attitudes and economic strategies. p. 61–82. In: Boissevain J. and Selwyn T. (eds). Contesting the foreshore: Tourism, society and politics on the coast. Amsterdam: Amsterdam University Press.

Pauly D. 2006. Major trends in small-scale marine fisheries, with emphasis on developing countries, and some implications for the social sciences. Maritime Studies 4(2): 7–22.

Pinkerton E. and Edwards D.N. 2009. The elephant in the room: The hidden costs of leasing individual transferable fishing quotas. Marine Policy 33(4):707–713.

Ponte S. 2008. Greener than thou: The political economy of fish ecolabeling and its local manifestations in South Africa. World Development 36(1):159–175.

Salas S., Chuenpagdee R., Seijo J.C. and Charles A. 2007. Challenges in the assessment and management of small-scale fisheries in Latin America and the Caribbean. Fisheries Research 87(1):5–16.

Srinivasan U.T., Cheung W.W.L., Watson R. and Sumaila U.R. 2010. Food security implications of the global potential catch losses due to overfishing. Journal of Bioeconomics 12:183–200.

Sumaila U.R., Khan A., Watson R., Munro G., Zeller D., Baron N. and Pauly D. 2007. The World Trade Organization and global fisheries sustainability. Fisheries Research 88:1–4.

Symes D.G. and Phillipson J. (eds). 2001. Inshore fisheries management. Dordretch, Boston: Kluwer Academic Publishers.

Thorpe A., Andrew N.L. and Allison E.H. 2007. Fisheries and poverty reduction. CAB Review: Perspectives in Agriculture, Veterinary Science, Nutrition and Natural Resources 2(085):12.

Tress B., Tress G. and Fry G. 2003. Potential and limitations of interdisciplinary and transdisciplinary landscape studies. p. 182–192. In: Tress et al. (eds). Interdisciplinarity and transdisciplinarity in landscape studies: Potential and limitations. Wageningen: Delta Program, Delta Series no. 2.

Compte rendu d'ouvrages

Dans ce numéro, nous présentons quelques-unes des publications relatives aux pêches produites par Eburon Academic Publishers, une maison d'édition implantée à Delft (Pays-Bas). Depuis 1983, Eburon a fait paraître plus de 1 600 monographies, thèses, mémoires et autres publications universitaires, et, chaque année, elle publie plus de 60 ouvrages et revues. Maison réputée dans le milieu des lettres et des sciences sociales, Eburon propose un service de publication complet aux sociétés et aux chercheurs. Vous pouvez contacter Eburon Academic Publishers à l'adresse PO Box 2867, 2601 CW Delft, Pays-Bas ; par téléphone au (+31)152131484 ; par télécopie au (+31)152146888 ; ou par courriel à l'adresse info@eburon.nl. Les commandes peuvent être passées sur le site Internet : www.eburon.nl

Gouvernance interactive des pêches : un guide pour une meilleure pratique

Bavinck Maarten, Ratana Chuenpagdee, Mamadou Diallo, Peter Van Der Heijden, Jan Kooiman, Robin Mahon et Stella Williams. 2005. Gouvernance interactive des pêches : un guide pour une meilleure pratique.
ISBN 9059721101 / 9789059721104. 72 pages. Livre de poche, relié. Coût : 17,50 €.

Ce guide vise à promouvoir une nouvelle manière de percevoir et d'appréhender la pêche et l'aquaculture, grâce à l'introduction d'un concept appelé « gouvernance interactive », servant à étudier la diversité, la complexité et les dynamiques des filières pêche et aquaculture. Ce guide procure en outre un cadre logique pour comprendre la gouvernance ; ses auteurs s'emploient à fournir un ensemble de « principes directeurs », en se fondant sur les enseignements tirés et les meilleures pratiques en matière de gestion et de développement de la pêche. Ce guide est destiné aux décideurs, aux scientifiques et aux autres parties prenantes des secteurs de la pêche et de l'aquaculture.

L'ouvrage se divise en quatre chapitres : 1) « À propos de ce guide », 2) « Enjeux et problèmes de la filière pêche et aquaculture », 3) « La perspective de gouvernance », et 4) « Pour aller plus loin ». Comme l'indique son titre, le premier chapitre présente au lecteur le contenu de l'ouvrage. Dans le deuxième chapitre, les auteurs traitent brièvement des enjeux et des choix auxquels est confronté le secteur halieutique, et s'efforcent d'expliquer la nature de ces enjeux, afin de plaider en faveur de l'instauration d'un système de gouvernance qui tienne compte de ceux-ci. Dans le troisième chapitre, l'approche dite de la « nouvelle perspective de gouvernance interactive » est décrite. Dans le quatrième chapitre, les auteurs présentent le « concept de gouvernabilité », et suggèrent que la gouvernance peut être renforcée en introduisant des principes et des valeurs, en intégrant davantage les parties prenantes, et en apprenant « à s'adapter et à garantir une certaine qualité ».

World small-scale fisheries: Contemporary visions

Ratana Chuenpagdee (ed) 2011. World small-scale fisheries: Contemporary visions.
ISBN 9789059725393. 400 pages. Livre de poche. Coût : 42,50 €.

Cet ouvrage traite des différents contextes entourant la pêche artisanale dans le monde entier. Les essais qu'il contient ont tout d'abord été présentés sous la forme d'exposés lors du premier Congrès international sur la pêche artisanale, organisé à Bangkok (Thaïlande), en octobre 2010. L'ouvrage est divisé en sept parties, dont la première est une introduction rédigée par Ratana Chuenpagdee et intitulée « A matter of scale: Prospects and small-scale fisheries » (Une question d'échelle : pêche artisanale et perspectives).

La deuxième partie, « Challenges and Issues » (Enjeux et problèmes), comporte quatre essais : 1) *Survival of small-scale fisheries in* the *postwar context of Sri Lanka* (La survie de la pêche artisanale dans l'après-guerre au Sri Lanka), rédigé conjointement par Gayathri Lokuge et Mohamned Munas ; 2) *Overcapitalization in a small-scale trawler fishery: A study of Palk Bay, India* (La surcapitalisation dans la pêche artisanale au chalut : étude menée dans la baie de Palk, en Inde), de Jyothis Sathyapalan, Jeena T. Srinivasan et Joeri Scholtens ; 3) *Vulnerability and adaptation of traditional fisheries to climate change* (Vulnérabilité et adaptation des activités de pêche traditionnelles au changement climatique), d'Abdellatif Khattabi et Guy Jobbins ; et 4) *What restructuring? Whose rationalization? Newfoundland and Labrador's memorandum of understanding on its fishing industry* (Que restructurer ? Que rationaliser ? Le protocole d'accord de TerreNeuve-et-Labrador sur sa filière halieutique), de Deatra Walsh.

La troisième partie, « Livelihoods and communities » (Moyens de subsistance et communautés) , se compose de quatre essais : 1) *Women's contribution in small-scale fisheries in the European Union* (La contribution des femmes à la pêche artisanale dans l'Union européenne), de Katia Frangoudes ; 2) *Fish and fisheries in the evolution of Newfoundland foodways* (Les ressources halieutiques et la pêche dans l'évolution des habitudes alimentaires à Terre-Neuve), de Kristen Lowitt ; 3) *Preserving and managing aboriginal small-scale fisheries: The experience of the Labrador Inuit* (Préserver et gérer la pêche artisanale autochtone : l'expérience des Inuits du Labrador), de Lawrence Felt et David Natcher ; et 4) *Contemporary visions for small-scale aquaculture* (Perspectives actuelles pour l'aquaculture artisanale), de Ben Belton et David C. Little.

La quatrième partie, « Instruments and reforms » (Instruments et réformes), contient six essais : 1) *Whose fish is it anyway? Iceland's cod fishery rights* (À qui appartient le poisson de toute façon ? Les droits de pêche de la morue en Islande), de Gabriela Sabau ; 2) *Do all answers lie within (the community)? Fishing rights and marine conservation* (Toutes les réponses résident-elle dans [la communauté] ? Les droits de pêche et la conservation des ressources marines), de Maria A. Gasalla ; 3) *Conflicting gears, contested territories: MPAs as a solution?* (Engins sources de conflit, territoires contestés : les AMP sont-elles la solution ?), rédigé conjointement par José J. Pascual-Fernández et Raquel de la Cruz-Modino ; 4) *Governance reforms to develop a small-scale fisheries policy for South Africa* (La réforme des mécanismes de gouvernance en vue de l'élaboration d'une politique relative à la pêche artisanale en Afrique du Sud), de Moenieba Isaacs ; 5) *Fishing is our gold mine: Lessons learned from participatory fisheries management in Malawi* (La pêche est notre mine d'or : les enseignements tirés de la gestion participative des pêches au Malawi), de Steve J. Donda ; et 6) *Towards decentralized coastal management policy in Indonesia* (Vers une politique de gestion décentralisée des zones côtières en Indonésie), de Sapta Putra Ginting.

La cinquième partie, « Governance and principles » (Gouvernance et principes), comporte cinq essais : 1) *The national fisheries department and small-scale fisheries management: Fit for purpose?* (Le service national des pêches et la gestion de la pêche artisanale : un dispositif adapté ?), rédigé conjointement par Robin Mahon et Patrick McConney ; 2) *Fisheries networks in the Caribbean* (Les réseaux de pêche aux Caraïbes), de Patrick McConney, Robin Mahon, Kemraj Parsram et Shelley Ann Cox ; 3) *Good practices for governance of small-scale fisheries* (Les bonnes pratiques de gouvernance en matière de pêche artisanale),

d'Anthony Charles ; 4) *Towards a sufficiency economy for small-scale fisheries* (Vers une économie de suffisance pour la pêche artisanale), de Kungwan Juntarashote et Ratana Chuenpagdee ; et 5) *Subsidiarity as a guiding principle for small-scale fisheries* (La subsidiarité comme principe directeur pour la pêche artisanale), de Maarten Bavinvk et Svein Jentoft.

La sixième partie, intitulée « Reflections and visions » (Réflexions et perspectives), comprend les quatre essais suivants : 1) *Governance arrangement for small-scale fisheries: Some reflections from negotiating small-scale fisheries government arrangements in real life* (Les mécanismes de gouvernance de la pêche artisanale : quelques réflexions tirées de la négociation sur le terrain de dispositifs de gestion relatifs à la pêche artisanale), de John Kurien; 2) *Views from below: Student reflections on fisheries research* (Du point de vue de la base : réflexions d'étudiants sur la recherche halieutique), d'Andrew Song et Ahmed Khan ; 3) *What is this thing called "community" good for?* (À quoi sert ce qu'on appelle « communauté » ?), composé conjointement par Henrik Angebrandtm, Lars Lindström et Maricela de la Torre-Castro ; et 4) *Fisheries development as freedom* (Le développement de la pêche comme source de liberté), de Svein Jentoft. La dernière partie constitue la synthèse et conclusion. Intitulée « Too big to ignore: Global research network for the future of small-scale fisheries » (« Too big to ignore » : le réseau international de recherche pour l'avenir de la pêche artisanale), elle a été rédigée par l'éditeur.

Successful fisheries management: Issues, case studies, and perspectives

Stephen Cunningham et Tim Bostock (eds) 2005. Successful fisheries management: Issues, case studies, and perspectives. ISBN 905972061X/9789059720619. 240 pages. Livre de poche, relié. Coût : 24,99 €.

Davantage d'échecs que de réussites sont à noter en matière de gestion halieutique. Des mécanismes de gouvernance médiocres ou dysfonctionnels ont entraîné l'instauration de mesures d'incitation aux effets pervers dans le secteur de la pêche, qui ont à leur tour débouché sur une surexploitation économique et biologique des ressources, menaçant parfois d'extinction certaines espèces. Alors que les études sur les échecs de la gestion halieutique ne manquent pas, les enquêtes sur les réussites à cet égard sont relativement rares. Cet ouvrage comporte sept études de cas qui font état d'une gestion halieutique efficace, les raisons de la réussite différant pour chacune d'elles.

Après un éditorial donnant une vue d'ensemble, E. Bennett livre un aperçu des réussites en matière de gestion halieutique (« Success in fisheries management: A review »), partie qui est suivie de sept études de cas. Dans la première, J.M. Gates décrit la gestion de la pêche du flétan du Pacifique (« The management of the Pacific halibut fishery »). Dans la deuxième, les coauteurs S. Cunningham, S. Iyaye et D. Zeine se penchent sur l'expérience de la Société mauritanienne pour la commercialisation du poisson (SMCP) en matière de gestion halieutique en Mauritanie (« The experience of the Mauritanian Fish Trading Company [SMCP] in the management of the fisheries sector in Mauritania »). J. Goodlad s'intéresse quant à lui à la cogestion et aux actions de gestion communautaire des pêches dans l'archipel des Shetland (« Comanagement and community-based fisheries management initiatives in Shetland »). Vient ensuite l'étude de cas réalisée par V. Salagrama sur les systèmes traditionnels de gestion communautaire dans deux villages de pêcheurs de l'est du district de Godavari, dans l'État d'Andhra Pradesh, en Inde (« Traditional community-based management systems in two fishing villages in East Godavari District, Andhra Pradesh, India »). S. Alioune et J. Catazano présentent une étude de cas menée à Kayar sur l'autoréglementation de la pêche artisanale au Sénégal (« Self regulation of Senegalese artisanal fisheries: A case study of Kayar »). La sixième enquête, réalisée par P. Manning, traite de la pêche du merlu en Namibie (« The Namibian hake fishery »). La dernière étude de cas, menée par I. Cartwright, porte sur la pêcherie de crevettes du nord de l'Australie (« The Australian northern prawn fishery »). C'est le premier auteur qui conclut l'ouvrage en énonçant les facteurs de réussite en matière de gestion halieutique (« Conclusions: Factors for success in fisheries management »).

Unfinished business: New Zealand's experience with rights-based fisheries management

Bjørn Hersoug. 2002. Unfinished business: New Zealand's experience with rights-based fisheries management. ISBN9051668821/9789051668827. 256 pages. Livre de poche, relié. Coût : 39,99 €.

Cet ouvrage présente une évaluation cohérente et équilibrée des quinze premières années d'existence du système néo-zélandais de gestion des quotas dans le secteur halieutique. Il se compose de douze chapitres : 1) « Why study New Zealand's fisheries? » (Pourquoi étudier le secteur halieutique de la Nouvelle-Zélande ?) ; 2) « Background and context — the prehistory of QMS » (Historique et contexte : la préhistoire du système de gestion des quotas [SGQ]) ; 3) « The initial Quota Management System — From idea to practice » (Le premier SGQ : de la théorie à la pratique) ; 4) « Evaluating the costs and benefits of the QMS » (Évaluation des coûts et avantages du SGQ) ; 5) « Maori fishing rights — Coping with the aboriginal challenge » (Les droits de pêche maoris : gérer les enjeux liés à la question autochtone) ; 6) « Recreational fisheries — Losing out on buying in? » (La pêche de plaisance : un pari perdant ?) ; 7) « Aquaculture — A new competitor? » (L'aquaculture : un nouveau concurrent ?) ; 8) « Resource rental and cost recovery — See money but for different reasons? » (Droits d'exploitation et recouvrement des coûts : l'argent rentre, mais pour d'autres raisons ?) ; 9) « Towards a new fisheries management organisation? » (Vers une nouvelle organisation de la gestion halieutique ?) ; 10) « Co-management » (La cogestion) ; 11) « Environmental interests — Between use and conservation » (Les intérêts écologiques : entre exploitation et conservation) ; et 12) « Learning from New Zealand? » (Quels enseignements tirer de l'expérience néo-zélandaise ?).

Fishing in a sea of sharks: Reconstruction and development in the South African fishing industry

Bjørn Hersoug. 2002. Fishing in a sea of sharks: Reconstruction and development in the South African fishing industry. ISBN 9051669127/9789051669121. 224 pages. Livre de poche, relié. Coût : 39,99 €.

À la fin de l'apartheid, il était plus qu'urgent d'engager des réformes économiques en Afrique du Sud. Dans le secteur halieutique, par exemple, les droits de propriété, les navires, les quotas et les usines de transformation étaient principalement entre les mains d'une minorité de Sud-Africains d'origine européenne. Grâce à l'adoption, en 1998, d'une nouvelle loi sur les ressources biologiques marines, le pays a pu procéder à une redistribution dans ce secteur, en vue de rééquilibrer l'accès aux ressources. Cet ouvrage décrit la mutation de la filière halieutique depuis 1994, et porte essentiellement sur l'allocation des quotas et l'usage qui en est fait par les nouveaux acteurs du secteur. Il livre les premières description et analyse cohérentes des réformes menées dans la filière halieutique sud-africaine depuis 1994.

L'ouvrage comprend les neuf chapitres suivants : 1) « Transforming of Africa›s fishing industry » (La mutation de la filière halieutique africaine) ; 2) « Fishing in a sea of sharks — Reconstruction and development in the South African fishing industry » (La pêche dans un monde de requins — reconstruction et développement du secteur halieutique sud-africain) ;

3) « Change without redistribution: An institutional perspective on South Africa's new fisheries policy » (Une transformation sans redistribution : perspective institutionnelle sur la nouvelle politique halieutique sud-africaine) ; 4) « Bringing the state back in — The choice of regulatory system in South Africa's new fishing policy » (La réintroduction de l'État — le choix d'un système réglementaire pour la nouvelle politique halieutique sud-africaine) ; 5) « According to need, greed or politics — Redistribution of fishing rights within South Africa's new fisheries policy » (La redistribution des droits de pêche dans le cadre de la nouvelle politique halieutique sud-africaine — une question de besoin, de cupidité ou de politique) ; 6) « Chaos, adjustment problems or business as usual? — Implementation of a new fisheries policy in South Africa » (La mise en œuvre d'une nouvelle politique halieutique en Afrique du Sud — chaos, problèmes d'adaptation ou statu quo ?) ; 7) « It's all about the money! — Implementation of South Africa›s new fisheries policy » (La mise en œuvre de la nouvelle politique halieutique sud-africaine — avant tout une question d'argent) ; 8) « South African fishers on the road to equal access? From "informal fishers" via "subsistence fishers" to "micro-commercial entrepreneurs" » (Les pêcheurs sud-africains sur la voie de l'égalité d'accès ? Du statut de « pêcheurs informels » à celui « de dirigeants de micro-entreprises », en passant par la condition de « pêcheurs vivriers ») ; et 9) « The 2001/2002 allocations — A modus vivendi for the South African fishing industry ? » (Les droits de pêche pour 2001/2002 — un modus vivendi pour la filière halieutique sud-africaine ?).

Closing the commons: Norwegian fisheries from open access to private property

Bjørn Hersoug. 2005. Closing the commons: Norwegian fisheries from open access to private property.
ISBN 9059720741/9789059720749. 286 pages. Livre de poche, relié. Coût : 35 €.

Cet ouvrage retrace l'instauration de mesures de limitation de l'accès aux pêcheries en Norvège depuis les années 30, époque où a été établi le système de licences pour les chalutiers. L'auteur s'intéresse ainsi à la fermeture de la pêche hauturière dans les années 70, ainsi qu'à celle de la pêche côtière dans les années 90. En 2005, plus de 90 % des pêcheries norvégiennes avaient été fermées sous l'effet de divers systèmes de licence et droits de participation. L'ouvrage comprend treize chapitres : 1) « Norway — The hesitant reformer » (La Norvège, un réformateur hésitant) ; 2) « The Norwegian fishing industry: Background and context » (Le secteur halieutique norvégien : historique et contexte) ; 3) « How to understand the closing process » (Comment comprendre le processus de fermeture) ; 4) « Limiting access for trawlers: From social policy to conservation of privileges » (La limitation d'accès pour les chalutiers : d'une politique sociale à la conservation des privilèges) ; 5) « Capital management on the extreme certainty: The introduction of limited entry in purse seine fisheries » (La gestion du capital dans un contexte de certitude absolue : l'introduction d'un système d'accès limité pour la pêche à la senne) ; 6) « From IVQs to I(T)Qs: The gradual closing of the coastal commons » (Des quotas individuels par navire [QIN] aux quotas individuels [transférables] [QI(T)] : la fermeture progressive de l'accès au domaine public côtier) ; 7) « Long-term allocation keys: Between fine mathematics and crude politics » (Les clés de l'attribution des droits à long terme : entre précision mathématique et réalité politique) ; 8) « From IVQs to I(T)Qs: Development of a new structural policy » (Des QIN aux QI[T] : l'élaboration d'une nouvelle politique structurelle) ; 9) « Paying for limited entry: Fishing fee or cost recovery? » (Le règlement concernant le système d'accès limité : droits de pêche ou recouvrement des coûts ?) ; 10) « Coping with the aboriginal challenge: The Saami fisheries » (Gérer les enjeux liés à la question autochtone : le peuple Sami et la pêche) ; 11) « Recreational fisheries: A safety valve in the closing process? » (La pêche de plaisance : une soupape de sécurité dans le processus de fermeture ?) ; 12) « Aquaculture: Limited entry but for different reasons » (L'aquaculture : une limitation de l'accès, mais pour d'autres raisons) ; 13) « The closing of the Norwegian Marine Commons » (La fermeture de l'accès au domaine public maritime norvégien).

Fisheries development: The institutional challenge

Bjørn Hersoug, Svein Jentoft et Poul Degnbol. 2004. Fisheries development: The institutional challenge.
ISBN 9059720253/9789059720251. 240 pages. Livre de poche, relié. Coût : 29,50 €.

Cet ouvrage est l'aboutissement d'un programme de recherche de longue durée sur la pêche dans les pays en développement. Ses auteurs expliquent la manière dont les stratégies de développement de la pêche ont peu à peu évolué, passant du simple objectif de modernisation de la production et des techniques à des programmes complexes de gestion et de renforcement institutionnel. Ils soulignent le rôle joué par l'État et la collectivité dans la gestion des ressources, et se penchent sur les enjeux associés à de nouvelles notions, comme la gestion écosystémique, dans les pays en développement. L'ouvrage se compose de six parties : 1) « Introduction: The fisheries development challenge » (Introduction : les enjeux du développement de la pêche) ; 2) « Exporting fish, importing institutions — Fisheries development in the Third World » (Exportations de poisson, autorités d'importation — le développement de la pêche dans le tiers-monde) ; 3) « The community in fisheries management: Experiences, opportunities and risks » (La collectivité dans la gestion halieutique : expériences, perspectives et risques) ; 4) « Fisheries science in a development context » (Les sciences halieutiques dans les pays en développement) ; 5) « To be a Norwegian means you are an expert, Norwegian development assistance in fisheries 1952–2002 » (Être Norvégien signifie être un expert : l'aide au développement offerte par la Norvège en matière de pêche entre 1952 et 2002) ; 6) « Institutions in fisheries: What they are, what they do, and how they change » (Les institutions du secteur halieutique : qui sont-elles, que font-elles, et comment évoluent-elles ?).

© Copyright Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, 2012

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. Le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais et français

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, division Ressources marines, Section Information
B.P. D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie
Téléphone : +687 262000; Télécopieur : +687 263818; Courriel : cfpinfo@spc.int
Site Internet : http://www.spc.int/coastfish/Indexf/index.html